

OFFICIELE BERICHTEN — AVIS OFFICIELS

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[2006/202130]

29 JUN 2006. — Elections communales du 8 octobre 2006
Circulaire relative à la validation et à l'installation des conseillers communaux et du collège communal

A Messieurs les Gouverneurs,
A Mesdames et Messieurs,
les Membres des Députations permanentes,

Pour information :

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres et Echevins,
Monsieur le Gouverneur,
Madame, Monsieur le Député permanent,
Madame, Monsieur le Bourgmestre,
Madame, Monsieur l'Echevin,

A l'issue des élections communales du 8 octobre 2006, les conseils communaux seront intégralement renouvelés. En application de l'article L1122-3, alinéa 3, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le conseil communal est installé le premier lundi de décembre qui suit les élections, c'est-à-dire le 4 décembre 2006.

Comme le prévoit l'article L1121-2 du Code de la démocratie et de la décentralisation, les membres du conseil communal sortant restent en fonction jusqu'à ce que les pouvoirs de leurs successeurs soient vérifiés et que leur installation ait eu lieu. Toujours en application de cette disposition, il en va de même pour les membres du collège communal sortants.

Le renouvellement des conseils communaux entraîne l'installation du nouveau collège communal.

Il est impérieux que ces procédures d'installation se déroulent dans les meilleures conditions de manière à ce que, chaque fois qu'aucun obstacle ne s'y oppose, les nouvelles instances communales puissent fonctionner au plus tôt.

La présente circulaire a pour objet de rappeler les dispositions en vigueur pour ce qui concerne les procédures susvisées et d'en préciser l'application.

I. VALIDATION DES ELECTIONS PAR LE COLLEGE PROVINCIAL.

1. Principe général.

La validation des élections incombe au collège provincial, qu'il y ait ou non réclamation d'un candidat.

En cette matière, le collège provincial statue comme juridiction administrative (art. L4146-9 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation).

2. Réclamations ordinaires.

Toute réclamation doit, à peine de déchéance, être formée dans les dix jours qui suivent la date d'établissement du procès-verbal de l'élection (article L4146-8, § 1^{er}, du code de la démocratie locale et de la décentralisation).

Dans l'hypothèse où le procès-verbal a été dressé le 9 octobre 2006, la date ultime d'introduction d'une réclamation est le 19 octobre 2006. En d'autres termes, la réclamation doit être soit remise au plus tard à cette date au greffier provincial, auquel cas un récépissé sera remis, soit envoyée à ce fonctionnaire, sous pli recommandé, remis à la poste au plus tard à la même date, le cachet de la poste faisant foi.

Le collège provincial se prononce sur une réclamation dans un délai de trente jours de l'introduction de celle-ci (article L4146-12, § 1^{er}, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation). Le point de départ du délai est le jour qui suit celui de la remise de la réclamation au greffier provincial ou le lendemain de la date de la poste en cas d'envoi par recommandé.

Toujours à titre d'exemple, dans l'hypothèse visée précédemment et dans le cas où une réclamation a été introduite à la date du 19 octobre 2006, la date ultime à laquelle le collège provincial est tenu de se prononcer est le 18 novembre 2006.

Si dans le délai de trente jours prescrit, le collège provincial ne s'est pas prononcé, la réclamation est considérée comme rejetée et l'élection est définitivement validée.

En réalité, une élection déterminée peut faire l'objet de plusieurs réclamations introduites à des dates différentes. Comme le collège provincial ne peut être assuré qu'il n'y aura plus de réclamation qu'à l'expiration du délai de dix jours précité, la validation définitive de l'élection ne pourra intervenir au plus tôt qu'à ce moment. En outre, pour chaque réclamation, le délai de trente jours maximum devra être respecté pour statuer; en d'autres termes, un groupement des réclamations relatives à une élection n'est possible que si le délai de trente jours est respecté pour la première réclamation introduite après l'élection.

Le collège provincial statue comme juridiction administrative quelle que soit la manière dont les élections sont validées, c'est-à-dire qu'il s'agisse des décisions en matière de validation, sur réclamation ou non, ou de la validation d'office acquise par expiration des délais.

(cf. avis du Conseil d'Etat du 15 avril 1964 sur une proposition de loi créant des tribunaux administratifs provinciaux - Doc. parl. Chambre des représentants, session 1963-1964, 652, n° 2, page 6; cette jurisprudence a été confirmée par la loi du 22 mars 1999, qui a inséré l'article 75, § 3, dans la loi électorale communale, devenu l'article L4146-9 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation).

Il appartient au collège provincial de se prononcer sur la validation des élections dans les délais légaux lui impartis, et il est fortement recommandé de n'utiliser la totalité du délai imparti pour statuer que dans les cas qui le requièrent.

Il importe que je sois systématiquement informé des réclamations qui ont été introduites devant le collège provincial. A l'initiative du Gouverneur de la province, copie de toute réclamation me sera donc communiquée dès réception de celle-ci, de même qu'une copie de toute décision prise par le collège provincial en ce qui concerne la validation d'une élection, qu'il y ait eu réclamation ou non, ainsi que la constatation d'absence de décision.

Les Gouverneurs sont également invités à transmettre lesdites réclamations et décisions par fax au numéro 081-23 48 49 à l'attention de la Cellule permanente « Elections 2006 ».

3. Recours au Conseil d'Etat contre la décision du collège provincial.

L'article L4146-15 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation dispose qu'un recours au Conseil d'Etat est ouvert dans les huit jours de la notification aux personnes à qui la décision du collège provincial doit être notifiée, c'est-à-dire en vertu des articles L4146-13 et L4146-14, le conseil communal concerné et les candidats réclamants.

Le recours au Conseil d'Etat n'est pas suspensif, sauf si le recours est dirigé contre une décision du collège provincial qui emporte l'annulation des élections ou une modification de la répartition des sièges.

La procédure devant cette Haute Juridiction est réglée par l'arrêté royal du 15 juillet 1956 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat en cas de recours prévu par l'article 76bis de la loi électorale communale devenu l'article L4146-15 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation), modifié par les arrêtés royaux des 16 septembre 1982 et 28 octobre 1994.

Les moyens que le requérant aurait pu faire valoir devant le collège provincial et qu'il invoque pour la première fois devant le Conseil d'Etat sont irrecevables (C.E., 17 février 1959, élections communales de Stokkem, n° 6873).

II. INSTALLATION DES CONSEILLERS COMMUNAUX.

1. Convocation pour la séance d'installation.

En application de l'article L1122-3, alinéa 3 du code de la démocratie locale et de la décentralisation, le conseil communal est installé le premier lundi de décembre qui suit les élections, c'est-à-dire le 4 décembre 2006.

L'installation du nouveau conseil communal ne peut toutefois avoir lieu que lorsque celui-ci a reçu, en cas de recours suspensif au Conseil d'Etat, la notification prévue par l'article L4146-15, alinéa 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Le collège des bourgmestre et échevins sortant convoque à cette fin tous les candidats élus, en mentionnant que la séance aura pour objet leur prestation de serment, s'il échet l'adoption d'un pacte de majorité, ainsi que la prestation de serment du bourgmestre et des échevins, si le pacte de majorité est adopté.

Conformément à l'article L1126-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, seront présumés renoncer à leur mandat les élus qui, après avoir reçu deux convocations consécutives à l'effet de prêter serment, s'abstiennent sans motifs légitimes de remplir cette formalité.

Afin d'éviter les contestations, il convient que ces deux convocations écrites mentionnent très clairement l'objet des séances et que la seconde reproduise en outre in extenso le texte de l'article L1126-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Elles seront adressées au domicile de l'élu par envoi recommandé ou remises en mains propres contre accusé de réception au moins sept jours francs avant celui de la réunion, de telle manière que sept jours complets – de 0 à 24 heures – au moins séparent le jour de l'envoi ou de la remise et celui de la réunion (article L1122-13, § 1^{er}, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation). Si la réunion est bien prévue le lundi 4 décembre 2006, l'invitation à la réunion doit donc être au plus tard envoyée par lettre recommandée le samedi 25 novembre 2006 ou remise en mains propres le dimanche 26 novembre 2006.

En vertu de l'article L1122-4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, tout candidat élu peut, après validation de son élection, renoncer, avant son installation, au mandat qui lui a été conféré. Ce désistement, pour être valable, doit être notifié par écrit au conseil communal, lequel en prend acte dans une décision motivée. Cette décision est notifiée par le secrétaire communal à l'intéressé. Un recours, fondé sur l'article 16 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, est ouvert contre cette décision. Il doit être introduit dans les huit jours de sa notification.

Le désistement devient définitif, et ne peut en conséquence plus être retiré, dès que le conseil en a pris acte. Il est alors procédé séance tenante à l'installation d'un suppléant en qualité de membre titulaire, après vérification de ses pouvoirs.

Avant l'adoption par le conseil du pacte de majorité visé à l'article L1123-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le conseil est présidé par le conseiller communal qui, à la fin de la législature précédente, exerçait la fonction de bourgmestre ou, à défaut, une fonction d'échevin, et dont le rang était le plus élevé ou, à défaut, une fonction de conseiller dans l'ordre de leur ancienneté au conseil. En cas de parité d'ancienneté, le plus âgé est choisi parmi les formations politiques qui respectent les principes démocratiques énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la Seconde Guerre mondiale ou toute autre forme de génocide, ainsi que les droits et libertés garantis par la Constitution.

A défaut, le conseil est présidé par le candidat qui, aux dernières élections, a obtenu le plus de voix de préférence sur la liste ayant obtenu le plus grand chiffre électoral.

2. Vérification de l'absence d'incompatibilités.

Les incompatibilités sont énumérées aux articles L1125-1 à L1125-7 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Des modifications ont été apportées à ces dispositions par le décret du 8 décembre 2005 modifiant certaines dispositions du code de la démocratie locale et de la décentralisation et entreront en vigueur le 8 octobre 2006.

De manière à lever toute ambiguïté en la matière, le texte coordonné de ces dispositions, tel qu'il sera en vigueur au moment de l'installation des nouveaux conseils communaux, vous est dès à présent livré :

« Art. L1125-1. Ne peuvent faire partie des conseils communaux ni des collèges communaux :

1° les Gouverneurs de province, le Gouverneur et le Vice-Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale et le Gouverneur adjoint de la province du Brabant flamand;

2° les membres du collège provincial et les membres du collège institué par l'article 83quinquies, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises;

3° les greffiers provinciaux;

4° les commissaires d'arrondissement;

5° ... (abrogé);

6° toute personne qui est membre du personnel ou qui reçoit un subside ou un traitement de la commune, à l'exception des pompiers volontaires;

7° les employés de l'administration forestière, lorsque leur compétence s'étend à des propriétés boisées soumises au régime forestier et appartenant à la commune dans laquelle ils désirent exercer leurs fonctions;

8° toute personne qui exerce une fonction ou un mandat équivalent à celui de conseiller communal, échevin ou bourgmestre dans une collectivité locale de base d'un autre Etat membre de l'Union européenne. Le Gouvernement dresse une liste non exhaustive des fonctions ou mandats considérés comme équivalents.

9° les membres des cours, tribunaux, parquets et les greffiers de l'Ordre judiciaire;

10° les conseillers du Conseil d'Etat;

11° les secrétaires et receveurs du centre public d'action sociale du ressort de la commune.

Les dispositions de l'alinéa 1^{er}, 1° à 11°, sont également applicables aux ressortissants non belges de l'Union européenne résidant en Belgique pour l'exercice par ceux-ci dans un autre Etat membre de l'Union européenne de fonctions équivalentes à celles qui sont visées dans ces dispositions.

Art. L1125-2. Outre les incompatibilités visées à l'article L1125-1, ne peuvent être membres du collège communal :

1° les ministres des cultes et les délégués laïques;

2° les agents des administrations fiscales, dans les communes faisant partie de leur circonscription ou de leur ressort, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

3° le conjoint ou cohabitant légal du secrétaire ou du receveur communal.

Pour ce qui concerne le mandat d'échevin, les dispositions de l'alinéa 1^{er} sont également applicables aux ressortissants non belges de l'Union européenne résidant en Belgique pour l'exercice par ceux-ci dans un autre Etat membre de l'Union européenne de fonctions équivalentes à celles qui sont visées dans ces dispositions.

Art. L1125-3. Les membres du conseil ne peuvent être parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement, ni être unis par les liens du mariage ou cohabitants légaux. Si des parents ou alliés à ce degré ou deux conjoints ou deux cohabitants légaux sont élus à la même élection, l'ordre de préférence est réglé par l'ordre d'importance des quotients qui ont déterminé l'attribution à leur liste des sièges dévolus à ces candidats.

Si deux parents ou alliés au degré prohibé ou deux conjoints ont été élus, l'un conseiller effectif, l'autre conseiller suppléant, l'interdiction de siéger n'est opposée qu'à ce dernier, à moins que la vacance qui l'appelle à siéger soit antérieure à l'élection de son parent, allié ou conjoint.

Entre suppléants que des vacances appellent à siéger, la priorité se détermine en ordre principal par l'antériorité de la vacance.

Ne peuvent faire partie en même temps du conseil communal dans les communes de 1 200 habitants et plus, ceux dont les conjoints seraient parents entre eux jusqu'au deuxième degré inclusivement.

L'alliance survenue ultérieurement entre les membres du conseil n'empêche pas révocation de leur mandat. Il n'en est pas de même du mariage ou de la cohabitation légale entre les membres du conseil.

L'alliance est censée dissoute par le décès de la personne du chef de laquelle elle provient.

Les bourgmestre et échevins ne peuvent être parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement.

Art. L1125-4. Il y a incompatibilité entre les fonctions de secrétaire et de receveur, d'une part, et celles de bourgmestre, d'échevin, de membre du conseil communal, d'autre part. Néanmoins, dans les communes de moins de 1 000 habitants, le gouverneur pourra autoriser le cumul desdites fonctions, sauf celles de bourgmestre, qui ne pourront en aucun cas être cumulées dans la même commune avec l'emploi de receveur. Les autorisations de cumul visées par le présent article sont toujours révocables.

Art. L1125-5. Ne peut être admis à prêter serment, aussi longtemps que subsiste la cause d'incompatibilité, le candidat élu conseiller communal qui exerce des fonctions incompatibles avec le mandat de conseiller, qui participe à une entreprise ou exerce une profession ou métier à raison desquels il reçoit un traitement ou un subside de la commune.

Le candidat élu, qui, endéans le mois à dater de l'invitation que lui adresse le collège échevinal, n'a pas résigné les fonctions incompatibles ou renoncé au traitement ou au subside alloué par la commune, est considéré comme n'acceptant pas le mandat qui lui a été conféré.

Art. L1125-6. Tout conseiller communal qui accepte, soit des fonctions incompatibles avec son mandat, soit un traitement ou un subside de la commune, cesse de faire partie du conseil conformément à l'article L1122-5, si, endéans les quinze jours à dater de l'invitation que lui adresse le collège des bourgmestre et échevins, il n'a pas renoncé, soit aux fonctions incompatibles, soit au traitement ou au subside alloué par la commune.

Art. L1125-7. Le collège qui constate des faits de nature à entraîner les incompatibilités visées aux articles L1125-5 et L1125-6 en informe le conseil et signale immédiatement ces faits au Gouvernement.

Le Gouvernement ou son délégué, saisi en vertu de l'alinéa précédent ou d'office, communique à l'intéressé, contre récépissé, une notification des faits qui sont de nature à entraîner l'incompatibilité.

Huit jours au plus tôt après la réception de la notification visée à l'alinéa précédent, et, s'il en a fait la demande, après avoir entendu l'intéressé, éventuellement accompagné du conseil de son choix, le Gouvernement ou son délégué constate la déchéance dans une décision motivée. Cette décision est notifiée par les soins du Gouvernement ou de son délégué au membre du conseil intéressé et au collège qui en informe le conseil. Un recours, fondé sur l'article 16 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, est ouvert contre cette décision. Il doit être introduit dans les huit jours de sa notification. »

L'incompatibilité consiste dans l'impossibilité légale d'exercer simultanément deux fonctions. La personne doit donc opérer un choix : renoncer à la fonction jusqu'alors exercée, ou renoncer à occuper la nouvelle fonction qui se présente à elles.

Lorsqu'il statue sur la validité des élections communales et sur les pouvoirs des conseillers et suppléants élus, le collège provincial n'a d'autre mission que de vérifier si les opérations électorales ont eu lieu conformément aux dispositions légales et d'examiner si les élus remplissent les conditions d'éligibilité. Il n'a donc pas le pouvoir de décider que l'un des conseillers dont il a validé les pouvoirs se trouvera, au moment de son installation, dans le cas d'incompatibilité concerné (C.E., arrêts n° 14.476 du 27 janvier 1971, n° 14.679 du 22 avril 1971 et n° 15.454 du 14 juillet 1972).

Il appartient en conséquence à la personne chargée de présider à l'installation du conseil de veiller à l'application de cette disposition du code; elle doit donc désigner, dans le respect de cette disposition, celui des deux élus qui ne peut siéger au sein du conseil et refuser d'en recevoir le serment.

Il s'indique de passer en revue les différents types d'incompatibilités

1. Les incompatibilités de fonction (prévues dans le code de la démocratie et de la décentralisation).

L'une de ces incompatibilités mérite, à notre estime, une attention particulière. Il s'agit de celle visée à l'article L1125-1, 6° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

« Toute personne qui est membre du personnel ou qui reçoit un subside ou un traitement de la commune, à l'exception des pompiers volontaires ».

Il est admis que tombent sous l'application de cette incompatibilité :

- le personnel de la commune en général (en ce compris le personnel contractuel), quel que soit le montant du traitement ou du subside. Sont également visés les enseignants communaux, puisque, nonobstant intervention de la Communauté française, c'est la commune qui prend en charge leurs traitements;
- le personnel qui bénéficie d'un congé spécial (ex. mise en disponibilité pour convenance personnelle) : le lien persiste avec la commune;
- les secrétaires et receveurs (qui ne peuvent non plus être échevins) de la même commune.

Il est admis que ne tombent pas sous le coup de cette disposition :

- le personnel pensionné : la commune n'a aucun pouvoir discrétionnaire et l'intéressé peut faire valoir un droit subjectif qui résulte de la simple application des lois et règlements en vigueur;
- ceux qui perçoivent une rémunération de la commune pour un travail ponctuel.

2. Les incompatibilités inscrites dans des réglementations spécifiques.

L'on peut ainsi notamment relever :

- l'incompatibilité des fonctions de l'ordre judiciaire avec l'exercice d'un mandat public conféré par élection (C. jud., art. 293 et 300);
- l'incompatibilité entre la qualité de membre du personnel de C.P.A.S. (en ce compris les praticiens de l'art de guérir) avec le mandat de bourgmestre ou de conseiller communal exercé dans le ressort territorial du C.P.A.S.; cette incompatibilité se justifie par le lien organique existant entre la commune et le C.P.A.S. (L.O. C.P.A.S., art. 49, par. 4);
- le cumul entre les fonctions de juge, de référendaire et de greffier à la Cour d'arbitrage est incompatible avec un mandat public conféré par élection (L. 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, art. 44);
- il existe une incompatibilité entre les fonctions de membres du Conseil d'Etat (sont également visés les membres du personnel administratif du Conseil d'Etat, sous réserve de dérogations) et celles d'un mandat public conféré par élection (L. coord. sur le Conseil d'Etat, art. 107 et 110);
- les fonctions d'expert (au sens de l'arrêté royal 9 mars 1953, art. 2, concernant le commerce des viandes de boucherie et réglementant l'expertise des animaux abattus à l'intérieur du pays) sont incompatibles avec l'exercice d'un mandat de bourgmestre, d'échevin ou de conseiller communal lorsque la nomination émane du conseil communal.

3. Les incompatibilités liées à la parenté ou à l'alliance.

La volonté du législateur a été d'éviter la mainmise d'une famille sur un conseil communal, ce qui pourrait la conduire à privilégier ses intérêts propres au détriment de ceux de la commune. Les membres du conseil ne peuvent donc pas être parents ou alliés jusqu'au 2^e degré inclus; ils ne peuvent pas non plus être unis par les liens du mariage ou de la cohabitation légale (art. 1125-3).

Le degré de parenté (en ligne directe ou collatérale) se détermine selon les règles du Code civil (C. civ., art. 735 et ss.).

Exemple de calcul de lien de parenté :

A (fils), B (père), C (grand-père paternel) : A et B, ainsi que B et C sont parents au 1^{er} degré (en ligne directe)

A et C sont eux parents au 2^e degré.

L'alliance n'est pas définie par le Code civil, mais elle est généralement considérée comme étant le lien qui existe entre chacun des époux et les parents du conjoint. Par contre, il n'y a pas alliance entre les parents de chacun des conjoints. Ainsi, Paul et Pierre sont les époux respectifs de deux sœurs, Jacqueline et Suzanne. Paul et Pierre ne sont pas alliés, bien que dans le langage courant, ils soient qualifiés de beaux-frères. Les deux personnes "tomberont" toutefois en incompatibilité, puisque l'article L1125-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation interdit à ceux dont les conjoints sont parents entre eux jusqu'au 2^e degré inclus de faire partie en même temps du conseil communal.

A noter encore que l'alliance est censée dissoute lorsque la personne à raison de laquelle elle existait vient à disparaître.

Concernant les conséquences de cette incompatibilité, la renonciation de l'un des conseillers élus confère à l'autre, de plein droit, l'entrée au conseil communal.

Si un tel accord n'intervient pas entre les personnes concernées, l'article 73 de la nouvelle loi communale a établi un ordre de préférence :

- s'il s'agit de deux conseillers effectifs, l'ordre de préférence sera réglé par l'ordre d'importance des quotients qui auront déterminé l'attribution à leur liste des sièges dévolus à ces candidats;
- s'il s'agit d'un conseiller effectif et d'un suppléant, l'interdiction de siéger n'est opposée qu'à ce dernier, à moins que la vacance qui l'appelle à siéger soit antérieure à l'élection de son parent, allié ou conjoint.

3. Prestation de serment des conseillers communaux.

En application de l'article L1126-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les conseillers communaux, les personnes de confiance visées à l'article L1122-8, les membres du collège communal, préalablement à leur entrée en fonction, prêtent le serment suivant : « Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge. ». Le serment est prêté exclusivement en français ou en allemand, selon que la commune est située dans la région de langue française ou dans celle de langue allemande.

Ce serment est prêté en séance publique. Les conseillers communaux prêtent serment entre les mains du président du conseil.

III. PRESEANCE DES CONSEILLERS.

1. Principes.

L'article L1123-10, alinéa 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, qui prévoit que celui-ci est réglé d'après l'ordre d'ancienneté de service des conseillers, à dater du jour de leur première entrée en fonction, et, en cas de parité, d'après le nombre des votes obtenus, est abrogé au 8 octobre 2006. L'article L1122-18 nouveau qui entre en vigueur à cette même date renvoie au règlement d'ordre intérieur pour la fixation des conditions d'établissement dudit tableau.

L'autonomie communale est la règle. Il est toutefois opportun d'illustrer la règle contraignante qui était de mise jusqu'à présent afin d'aider à établir par comparaison des règles autonomes.

Ce tableau sera, le cas échéant, révisé lorsqu'un arrêt sur recours non suspensif et dont le dispositif modifie la répartition des sièges entre les listes ou l'ordre des élus sera prononcé par le Conseil d'Etat.

2. Ancienneté de service

Les conseillers sortants réélus figurent en tête du tableau selon leur ancienneté et, en cas d'ancienneté égale, selon le nombre de votes obtenus lors de la plus récente élection.

Seuls les services ininterrompus en qualité de conseiller titulaire doivent être pris en considération pour déterminer l'ancienneté de service, toute interruption entraînant la perte définitive de l'ancienneté acquise.

Les conseillers qui n'étaient pas membres du conseil sortant ne peuvent se prévaloir d'aucune ancienneté et figurent donc au bas du tableau, classés selon le nombre des votes obtenus lors de la dernière élection.

3. Nombre des votes obtenus

Le nombre des votes obtenus s'entend du nombre des votes attribués individuellement à chaque candidat après dévolution aux candidats des votes de liste favorables à l'ordre de présentation de celle-ci, à laquelle il est procédé conformément aux articles L4145-11 à L4145-14 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

En cas de parité des votes obtenus par deux conseillers d'égale ancienneté de service, la préséance est réglée selon le rang qu'ils occupent sur la liste s'ils ont été élus sur la même liste et selon l'âge s'ils l'ont été sur des listes différentes, la priorité étant alors réservée au plus âgé.

3. Cas particulier

Lorsque le nombre de candidats d'une liste est égal à celui des sièges revenant à la liste, ces candidats sont tous déclarés élus (art. L4145-11, 3°, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation) sans que le bureau communal doive procéder à l'attribution individuelle des votes de liste.

Il faudra cependant y procéder au conseil communal, puisque le nombre de votes obtenus par ces candidats influe sur la détermination de l'ordre de préséance.

Prenons un exemple : 13 sièges sont à pourvoir au sein d'un conseil communal et 7 candidats ont été présentés sur une liste qui se voit attribuer 7 sièges.

Cette dévolution s'opère comme suit :

a) Détermination du nombre de votes de liste à répartir entre les élus de la liste.

L'effet dévolutif des votes en case de tête est réduit de moitié. Le nombre de ces votes de liste est établi dès lors en divisant par deux le produit résultant de la multiplication du nombre des bulletins marqués seulement en tête de liste, et donc favorables à l'ordre de présentation, par le nombre de sièges obtenus par cette liste (7 dans l'exemple).

Si on suppose que 122 votes sont ainsi favorables à l'ordre de présentation, le nombre des votes de liste à attribuer individuellement aux élus de la liste est : $(122 \times 7) / 2 = 427$.

b) Détermination du chiffre d'éligibilité spécial à la liste.

Ce chiffre d'éligibilité s'obtient en divisant par le nombre des sièges attribués à la liste, majoré d'une unité, le produit résultant de la multiplication du chiffre électoral de la liste, tel qu'il est déterminé à l'article L4145-3, § 1^{er}, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, par le nombre des sièges attribués à celle-ci.

Dans l'exemple, on suppose qu'outre 122 bulletins marqués en tête de liste, on compte 702 bulletins valables comportant un ou des votes de préférence. Il y a donc au total 824 bulletins valables en faveur de la liste et 824 est le chiffre électoral de la liste.

Dès lors, le chiffre d'éligibilité spécial à la liste est $(824 \times 7) / (7 + 1) = 5\,768 / 8 = 721$.

Si le résultat de cette division comporte des décimales, il doit être arrondi à l'unité supérieure, qu'elles atteignent ou non 0,50.

c) Attribution individuelle aux élus des votes de liste favorables à l'ordre de présentation.

Cette attribution s'opère d'après un mode dévolutif respectant l'ordre de présentation de la liste.

La moitié des votes de liste (427) est ajoutée aux suffrages nominatifs obtenus par le premier candidat de la liste, à concurrence de ce qui est nécessaire pour parfaire le chiffre d'éligibilité spécial à la liste (721). L'excédent, s'il y en a, est attribué dans une mesure semblable au deuxième candidat et ainsi de suite jusqu'à ce que les 427 votes de liste aient été attribués.

La dévolution s'effectue donc comme suit :

Candidats (ou élus de la liste)	Suffrages nominatifs	Votes de liste attribués par dévolution	Nombre de votes obtenus
MARIE	475	246	721
PIERRE	269	181	450
JACQUES	19	0	19
SOPHIE	20	0	20
ELIANE	26	0	26
PATRICK	178	0	178
ERIC	48	0	48

Le tableau de préséance est ensuite établi en tenant compte des nombres figurant dans la dernière colonne.

IV. INSTALLATION DES ECHEVINS.

1. Principe : l'adoption d'un pacte de majorité.

En application de l'article L1123-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, au plus tard le 15 décembre qui suit les élections, le ou les projets de pactes sont déposés entre les mains du secrétaire communal.

Le projet de pacte comprend l'indication des groupes politiques qui y sont parties, l'identité du bourgmestre, des échevins ainsi que celle du président du conseil de l'action sociale pressenti si la législation qui lui est applicable prévoit sa présence au sein du collège communal. Il présente des personnes de sexe différent.

Est élu de plein droit bourgmestre, le conseiller de nationalité belge qui a obtenu le plus de voix de préférence sur la liste qui a obtenu le plus de voix parmi les groupes politiques qui sont parties au pacte de majorité adopté en application de l'article L1123-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. En cas de parité de voix, l'ordre de la liste prévaut.

Si le conseiller appelé à exercer le mandat de bourgmestre renonce à exercer cette fonction ou, sans préjudice de l'article L1123-14 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, s'il doit cesser définitivement d'exercer celle-ci, est élu de plein droit bourgmestre le conseiller de nationalité belge qui, après lui, a obtenu, dans le même groupe politique, le nombre le plus important de voix lors des dernières élections, et ainsi de suite.

Si tous les conseillers du groupe politique, partie à l'accord de majorité, qui a obtenu le plus de voix de préférence lors des dernières élections renoncent à exercer cette fonction, est élu bourgmestre le conseiller qui a obtenu le plus de voix de préférence dans le groupe politique, partie à l'accord de majorité, qui a obtenu le deuxième score en voix lors des dernières élections.

Le conseiller qui renonce à exercer la fonction de bourgmestre lui dévolue ou qui, après l'avoir exercée, y renonce, ne peut être membre du collège communal au cours de la législature.

Le projet de pacte est signé par l'ensemble des personnes y désignées et par la majorité des membres de chaque groupe politique dont au moins un membre est proposé pour participer au collège.

Lorsqu'un groupe n'est composé que de deux membres, le projet de pacte est signé par l'un d'eux au moins.

Le pacte de majorité est adopté à la majorité des membres présents du conseil au plus tard dans les trois mois suivant la date de validation des élections.

Si aucun pacte de majorité n'a été déposé et voté dans les trois mois suivant la date de validation des élections, un commissaire du Gouvernement peut être désigné. Il expédie les affaires courantes en lieu et place du collège qui assumait cette mission en vertu de l'article L1121- 2 du Code.

Le point relatif à l'adoption du pacte de majorité est, jusqu'à son adoption, porté à l'ordre du jour de chaque conseil.

2. Vérification des causes d'incompatibilités.

Aux termes de l'article L1125-2, 2° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, ne peuvent être membres du collège communal les agents et employés des administrations fiscales, dans les communes faisant partie de leur circonscription ou de leur ressort, sauf dérogation accordée par le Gouvernement.

Lesdites administrations fiscales sont celles dont la fonction est la fixation de l'assiette, la répartition et le recouvrement des impôts et taxes, ou la gestion du domaine de l'Etat, soit :

- l'Administration générale des Impôts;
- l'Administration de l'Inspection spéciale des Impôts;
- l'Administration des Contributions directes;
- l'Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines;
- l'Administration du Cadastre;
- l'Administration des Douanes et Accises;
- la Conservation des Hypothèques.

Le commentaire de l'article L1125-3 du Code concernant les conseillers communaux (voir page de la présente circulaire) vaut également pour les membres du collège communal.

Enfin, il y a également lieu de vérifier que, en application du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, aucune incompatibilité n'empêche l'installation au collège du président du conseil de l'action sociale pressenti. Vis-à-vis de ce dernier, les causes d'incompatibilités édictées par le code et la loi organique des centres publics d'action sociale s'additionnent, puisqu'il doit pouvoir valablement siéger dans les deux entités locales.

3. Prestation de serment.

Après l'adoption d'un pacte de majorité, le candidat bourgmestre prête serment entre les mains du président du conseil. Si le bourgmestre dont le nom figure dans le pacte de majorité adopté est le bourgmestre en charge, il prête serment entre les mains du premier échevin en charge.

Les échevins prêtent serment, préalablement à leur entrée en fonction, entre les mains du bourgmestre.

Le serment prévu pour les échevins ne se confond pas avec celui qu'ils prêtent comme conseillers. Le serment de conseiller doit être prêté au moment de l'installation de l'intéressé à ce titre et le serment d'échevin ne peut être prêté qu'après la désignation de celui-ci à ces dernières fonctions.

V. COMINES-WARNETON.

Cette commune est soumise à un statut spécial découlant de la loi dite de pacification. En conséquence, les principes nouveaux insufflés dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation par le décret susvisé du 8 décembre 2005 n'y sont pas d'application (désignation du bourgmestre, élargissement du collège au président du conseil de l'action sociale, adoption d'un pacte de majorité).

En vertu de l'article 77bis, § 2, de la loi électorale communale, en cas de litige relatif à l'élection des conseillers communaux de Comines-Warneton, les compétences attribuées au collège provincial sont exercées par le collège des gouverneurs de province prévu à l'article 131bis de la loi provinciale.

Le deuxième alinéa de l'article 14 de la nouvelle loi communale dispose qu'au cas où, à Comines-Warneton, lors de l'installation du conseil communal après son renouvellement complet, le bourgmestre n'est pas nommé, le conseil communal désigne un échevin ou un conseiller communal qui assumera la fonction de bourgmestre en attendant cette nomination.

Un bourgmestre faisant fonction doit donc être désigné, que le bourgmestre sortant ait ou non été réélu en qualité de conseiller communal, si le bourgmestre n'a pas encore été nommé ou n'a pas encore prêté serment.

Si tel est le cas, le conseil communal nouvellement installé procédera, après la prestation de serment des conseillers et échevins élus directement entre les mains de la personne chargée de la présidence de la séance, à la désignation d'un échevin ou d'un conseiller pour assumer la fonction de bourgmestre jusqu'à ce que le nouveau bourgmestre ait prêté serment en cette qualité. La convocation pour la séance d'installation mentionne qu'un remplaçant sera désigné conformément à l'article 14, alinéa 2, de la nouvelle loi communale.

Bien qu'étant des élus directs, les échevins de Comines-Warneton doivent prêter serment deux fois : la prestation de serment comme conseiller communal a nécessairement lieu lors de l'installation de l'intéressé en cette qualité et la prestation de serment comme échevin intervient après l'installation complète du conseil communal.

Toute information complémentaire ainsi que toute communication urgente peut être adressée par fax au numéro 081-23 48 49 à l'attention de la cellule permanente « Elections 2006 ».

Namur, le 29 juin 2006.

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[2006/202130]

29. JUNI 2006 — Gemeindewahlen vom 8. Oktober 2006 — Rundschreiben über die Gültigkeitserklärung und die Einsetzung der Gemeinderatsmitglieder und des Gemeindegremiums

An die Herren Gouverneure,

An die Damen und Herren Mitglieder der Ständigen Ausschüsse.

Zur Information an:

Die Damen und Herren Bürgermeister und Schöffen,

Sehr geehrte Damen und Herren,

Sehr geehrter Herr Gouverneur,

Sehr geehrte Frau ständige Abgeordnete, sehr geehrter Herr ständiger Abgeordneter,

Sehr geehrte Frau Bürgermeisterin, sehr geehrter Herr Bürgermeister,

Sehr geehrte Frau Schöffin, sehr geehrter Herr Schöffe,

Im Anschluss an die Gemeindewahlen vom 8. Oktober 2006 werden die Gemeinderäte vollständig erneuert. In Anwendung von Artikel L1122-3 Absatz 3 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wird der Gemeinderat am ersten Montag des Monats Dezember, der auf die Wahlen folgt, d.h. am 4. Dezember 2006, eingesetzt.

Wie in Artikel L1121-2 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung vorgesehen, bleiben die ausscheidenden Gemeinderatsmitglieder im Amt, bis die Mandate ihrer Nachfolger geprüft wurden und deren Einsetzung erfolgt ist. Dies gilt ebenfalls in Anwendung der genannten Bestimmung auch für die ausscheidenden Mitglieder der Gemeindegremiums.

Die Erneuerung der Gemeinderäte zieht die Einsetzung des neuen Gemeindegremiums nach sich.

Es ist unbedingt erforderlich, dass das Einsetzungsverfahren unter den bestmöglichen Bedingungen abgewickelt wird, damit die neuen gemeindlichen Instanzen in allen Fällen, in denen nichts dagegen spricht, ihre Arbeit so schnell wie möglich aufnehmen können.

Das vorliegende Rundschreiben hat zum Zweck, an die geltenden Bestimmungen zur Regelung der vorerwähnten Verfahren zu erinnern und ihre Anwendung näher zu erläutern.

I. GÜLTIGKEITSERKLÄRUNG SEITENS DES PROVINZKOLLEGIUMS

1. Allgemeiner Grundsatz.

Die Gültigkeitserklärung der Wahlen obliegt dem Provinzkollegium ungeachtet der Tatsache, ob ein Kandidat Beschwerde eingereicht hat oder nicht.

In dieser Angelegenheit entscheidet das Provinzkollegium als Verwaltungsgerichtsbarkeit (Art. L4146-9 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung).

2. Gewöhnliche Beschwerden.

Jegliche Beschwerden müssen zur Vermeidung des Verfalls innerhalb von Zehn Tagen nach Erstellung des Protokolls eingeleitet werden (Art. L4146-8 § 1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung).

In der Annahme, dass das Protokoll am 9. Oktober 2006 erstellt worden ist, wäre der letzte Tag für das Einreichen einer Beschwerde der 19. Oktober 2006. Mit anderen Worten müsste eine Beschwerde spätestens an diesem Tag dem Provinzgreffier entweder gegen Empfangsbescheinigung ausgehändigt oder an diesen Beamten mit einem spätestens an diesem Datum bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zugeschickt werden, wobei in letzterem Fall das Datum des Poststempels ausschlaggebend ist.

Das Provinzkollegium entscheidet innerhalb einer Frist von Dreißig Tagen ab dem Einreichen der Beschwerde über diese Beschwerde (Art. L4146-12 § 1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung). Die Frist beginnt am Tag nach dem Tag der Aushändigung der Beschwerde an den Provinzgreffier beziehungsweise am Tag nach dem Tag des Datums des Poststempels im Falle eines Einschreibens.

Im vorerwähnten Beispiel wäre bei Einreichen einer Beschwerde am 19. Oktober 2006 der 18. November 2006 der Tag, an dem das Provinzkollegium spätestens über die Beschwerde entscheiden muss.

Hat das Provinzkollegium innerhalb der vorgeschriebenen Frist von dreißig Tagen keinen Beschluss gefasst, wird davon ausgegangen, dass die Beschwerde abgewiesen wurde und die Wahl wird definitiv für gültig erklärt.

In Wirklichkeit können mehrere Beschwerden gegen eine bestimmte Wahl an verschiedenen Tagen eingereicht worden sein. Da das Provinzkollegium erst nach Ablauf der vorerwähnten zehntägigen Frist sicher sein kann, dass keine Beschwerde mehr eingereicht wird, kann die endgültige Gültigkeitserklärung der Wahl frühestens zu diesem Zeitpunkt erfolgen. Darüber hinaus muss für jede Beschwerde die maximale Frist von Dreißig Tagen für eine Beschlussfassung berücksichtigt werden; mit anderen Worten können mehrere Beschwerden in Bezug auf eine Wahl nur zusammengefügt werden, wenn die dreißigtägige Frist für die Beschwerde mit dem ältesten Einreichdatum eingehalten wird.

Das Provinzkollegium beschließt als Verwaltungsgerichtsbarkeit ungeachtet der Art und Weise, wie die Wahlen für gültig erklärt werden, d.h. ungeachtet der Tatsache, ob es sich um Beschlüsse zur Gültigkeitserklärung handelt - ob bei ihm Beschwerde eingereicht worden ist oder nicht - oder ob es sich um eine Gültigkeitserklärung von Amts wegen durch Ablauf der Fristen handelt.

(siehe Gutachten des Staatsrates vom 15. April 1964 zu einem Gesetzesvorschlag zur Errichtung von provinziellen Verwaltungsgerichten - Parl. Dok. Abgeordnetenkammer, Sitzungsperiode 1963-1964, 652, Nr. 2, Seite 6; diese Rechtsprechung ist durch das Gesetz vom 22. März 1999 bestätigt worden, das einen Artikel 75 § 3 in das Gemeindegewahlgesetz eingefügt hat, der der Artikel L4146-9 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung geworden ist).

Es obliegt dem Provinzkollegium, innerhalb der gesetzlich festgelegten Fristen über die Gültigkeit der Wahlen zu entscheiden. Zu unterstreichen ist ebenfalls, dass das Provinzkollegium nicht die letzte Frist abwarten muss, um seine Beschlüsse zu treffen.

Es ist wichtig, dass ich regelmäßig über Beschwerden, die bei dem Provinzkollegium eingereicht werden, informiert werde. Auf Initiative des Provinzgouverneurs ist mir eine Abschrift jeder Beschwerde sofort nach ihrem Eingang zu übermitteln; gleiches gilt für jeden vom Provinzkollegium hinsichtlich der Gültigkeitserklärung einer Wahl gefassten Beschluss, ungeachtet der Tatsache, ob Beschwerde eingelegt worden ist oder nicht, und für die Feststellung, dass kein Beschluss gefasst worden ist.

Die Gouverneure werden ebenfalls gebeten, die betreffenden Beschwerden und Beschlüsse an die ständige Zelle "Wahlen 2006" unter Faxnummer 081-23 48 49 zu übermitteln.

3. Beschwerden beim Staatsrat gegen den Beschluss des Provinzkollegiums.

Artikel L4146-15 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung bestimmt, dass Personen, denen der Beschluss des Provinzkollegiums notifiziert werden muss, d.h. gemäß Artikeln L4146-13 und L4146-14 der betreffende Gemeinderat und die beschwerdeführenden Kandidaten, innerhalb acht Tagen nach der Notifizierung Beschwerde beim Staatsrat einlegen können.

Eine Beschwerde vor dem Staatsrat setzt den Beschluss nicht aus, es sei denn, sie ist gegen einen Beschluss des Provinzkollegiums zur Ungültigkeitserklärung der Wahlen oder zur Änderung der Sitzverteilung gerichtet.

Das Verfahren vor diesem Hohen Rechtsprechungsorgan wird im Falle einer durch den vorerwähnten Artikel 76bis des Gemeindewahlgesetzes (jetzt Art. L4146-15 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung) vorgesehenen Beschwerde durch den Königlichen Erlass vom 15. Juli 1956 zur Festlegung des Verfahrens vor der Verwaltungsabteilung des Staatsrates, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 16. September 1982 und 28. Oktober 1994, geregelt.

Mittel, die der Antragsteller vor dem Provinzkollegium hätte geltend machen können und auf die er sich zum ersten Mal vor dem Staatsrat beruft, sind unzulässig (Staatsrat, 17. Februar 1959, Gemeindewahlen von Stokkem, Nr. 6873).

II. EINSETZUNG DER GEMEINDERATSMITGLIEDER.

1. Einberufung für die Einsetzungssitzung.

In Anwendung von Artikel L1122-3 Absatz 3 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wird der Gemeinderat am ersten Montag des Monats Dezember, der auf die Wahlen folgt, d.h. am 4. Dezember 2006, eingesetzt.

Die Einsetzung des neuen Gemeinderats darf nur stattfinden, wenn dieser - im Fall eines Einspruchs mit aufschiebender Wirkung beim Staatsrat - die in Artikel L4146-15 Absatz 2 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung vorgesehene Notifizierung erhalten hat.

Das ausscheidende Bürgermeister- und Schöffenkollegium beruft zu diesem Zweck alle gewählten Kandidaten ein unter dem Hinweis, dass auf dieser Sitzung ihre Eidesleistung, ggf. die Annahme eines Mehrheitsabkommen, sowie die Eidesleistung der Bürgermeisters und der Schöffen, wenn das Mehrheitsabkommen angenommen ist, vorgenommen werden sollen.

Gemäß Artikel L1126-2 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wird davon ausgegangen, dass Gewählte, die nach zwei aufeinanderfolgenden Aufforderungen zur Eidesleistung diese Formalität ohne rechtmäßigen Grund nicht erfüllen, auf ihr Mandat verzichten.

Um Beanstandungen zu vermeiden, muss in den beiden schriftlichen Aufforderungen deutlich der Zweck der Sitzung angegeben werden und in der zweiten Aufforderung ist darüber hinaus der vollständige Wortlaut von Artikel L1126-2 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wiederzugeben.

Sie werden per Einschreiben an den Wohnsitz des Gewählten gesandt oder ihm persönlich gegen Empfangsbcheinigung ausgehändigt, und dies mindestens volle sieben Tage vor der Versammlung, so dass mindestens sieben ganze Tage von jeweils 24 Stunden zwischen dem Datum der Versendung oder Aushändigung und dem Versammlungsdatum liegen (Artikel L1122-13, § 1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung). Wenn die Versammlung am Montag, den 4. Dezember 2006 vorgesehen ist, wird die Aufforderung zu der Versammlung spätestens per Einschreiben am Samstag, den 25. November 2006 geschickt oder am Sonntag, den 26. November 2006 ausgehändigt.

Aufgrund von Artikel L1122-4 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung kann jeder gewählte Kandidat nach der Gültigkeitserklärung seiner Wahl und vor seinem Amtsantritt auf das ihm erteilte Mandat verzichten. Dieser Verzicht ist nur gültig, wenn er dem Gemeinderat, der ihn in einem begründeten Beschluss zur Kenntnis nimmt, schriftlich notifiziert wurde. Der Beschluss wird dem Betroffenen durch den Gemeindesekretär notifiziert. Gegen diesen Beschluss kann Einspruch erhoben werden, der auf Artikel 16 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat beruht. Er muss innerhalb von acht Tagen ab der Notifizierung des Beschlusses eingereicht werden.

Der Verzicht wird endgültig und kann folglich nicht mehr zurückgezogen werden, sobald der Rat ihn zur Kenntnis genommen hat. Anschließend wird noch während der Sitzung ein Ersatzmitglied als ordentliches Mitglied eingesetzt, nachdem seine Mandate geprüft worden sind.

Vor der Verabschiedung durch den Rat des in Artikel L1123-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung erwähnten Mehrheitsabkommens wird der Vorsitz des Rates von dem Gemeinderatsmitglied übernommen, das am Ende der vorhergehenden Legislaturperiode das Amt des Bürgermeisters oder mangels dessen das Amt eines Schöffen mit dem höchsten Rang oder mangels dessen das Amt eines Gemeinderatsmitglieds nach der Reihenfolge des Amtsalters im Gemeinderat ausgeübt hat. Bei gleichem Amtsalter wird der Älteste unter den politischen Fraktionen ausgewählt, die die demokratischen Grundsätze einhalten, die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und in dem Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes oder jeder anderen Form des Völkermordes erwähnt werden.

In Ermangelung dessen wird der Vorsitz des Rates von dem Kandidaten übernommen, der bei den letzten Wahlen die meisten Vorzugsstimmen in der Liste mit der höchsten Wahlziffer erhalten hat.

2. Überprüfung des Nichtvorhandenseins von Unvereinbarkeiten.

In den Artikeln L1125-1 bis L1125-7 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung werden die Unvereinbarkeiten aufgezählt. Diese Bestimmungen wurden durch das Dekret vom 8. Dezember 2005 zur Abänderung gewisser Bestimmungen des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung abgeändert und treten am 8. Oktober 2006 in Kraft.

Um jegliche Mehrdeutigkeit in dieser Angelegenheit zu vermeiden, wird Ihnen der koordinierte Wortlaut dieser Bestimmungen, wie er am Zeitpunkt der Einsetzung der neuen Gemeinderäte wirksam wird, an dieser Stelle angegeben:

«Art. L1125-1 - Die folgenden Personen dürfen weder den Gemeinderäten, noch den Gemeindegremien angehören:

1° Provinzgouverneure, der Gouverneur und der Vizegouverneur des Verwaltungsbezirks Brüssel-Hauptstadt und der beigeordnete Gouverneur der Provinz Flämisch-Brabant;

2° Mitglieder des Provinzkollegiums und Mitglieder des Kollegiums, das durch Artikel 83quinquies, § 2 des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen eingesetzt worden ist;

3° Provinzialgreffiere;

4° Bezirkskommissare;

Wenn das Provinzkollegium über die Gültigkeit der Gemeindewahlen und der Mandate der Ratsmitglieder und der gewählten Ersatzmitglieder entscheidet, hat es lediglich als Aufgabe, zu überprüfen, ob die Wahlverrichtungen gemäß den gesetzlichen Bestimmungen stattgefunden haben und ob die Gewählten alle Wählbarkeitsbedingungen erfüllen. Es hat also nicht die Befugnis, darüber zu entscheiden, ob ein Ratsmitglied, dessen Mandate es für gültig erklärt hat, sich zum Zeitpunkt seiner Einsetzung in einer Situation der Unvereinbarkeit befinden wird. (Staatsrat, Entscheide Nr. 14 476 vom 27. Januar 1971, Nr. 14679 vom 22. April 1971 und Nr. 15454 vom 14. Juli 1972).

Folglich obliegt es demjenigen, der mit dem Vorsitz bei der Einsetzung des Rates beauftragt ist, für die Anwendung dieser Bestimmung des Kodex Sorge zu tragen; unter Berücksichtigung dieser Bestimmung muss er demnach denjenigen der beiden Gewählten bestimmen, der nicht im Rat tagen darf, und dessen Eidesleistung verweigern.

An dieser Stelle seien die verschiedenen Arten von Unvereinbarkeiten betrachtet.

1) Die Unvereinbarkeiten zweier Ämter (vorgesehen im Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung).

Unser Meinung nach ist einer dieser Unvereinbarkeiten besondere Aufmerksamkeit zu schenken. Es handelt sich, um jene Unvereinbarkeit, die in Artikel L1125-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung erwähnt ist.

„Jede Person, die Mitglied des Personals der Gemeinde ist oder von der Gemeinde eine Zulage oder ein Gehalt erhält, mit Ausnahme der Mitglieder der freiwilligen Feuerwehr“.

Diese Unvereinbarkeit findet auf die folgenden Personen Anwendung:

- das Personal der Gemeinde im Allgemeinen (einschließlich des Vertragspersonals), ungeachtet der Höhe des Gehalts oder der Bezuschussung. Die Lehrer der Gemeinde fallen ebenfalls in diese Kategorie, weil ihr Gehalt ungeachtet der Beteiligung der Französischen Gemeinschaft von der Gemeinde gezahlt wird.

- das Personal, das Anspruch auf einen Sonderurlaub genommen hat (z.B. Zurdispositionstellung aus persönlichen Gründen), insofern das Verhältnis zu der Gemeinde fort dauert;

- die Sekretäre und Einnehmer dieser Gemeinde (die auch nicht Schöffen werden können).

Diese Unvereinbarkeit findet auf die folgenden Personen keine Anwendung:

- das in den Ruhestand versetzte Personal: die Gemeinde hat keine Ermessensbefugnis und der Betroffene kann ein subjektives Anrecht geltend machen, das sich aus der einfachen Anwendung der geltenden Gesetze und Regelungen ergibt;

- jene Personen, die eine Entlohnung der Gemeinde für eine gelegentliche Arbeit beziehen.

2) Die in spezifischen Regelungen eingetragenen Unvereinbarkeiten

Hier seien insbesondere folgende Unvereinbarkeiten hervorgehoben:

- die Unvereinbarkeit der Ämter der ordentlichen Gerichtsbarkeit mit der Ausübung eines durch Wahl verliehenen öffentlichen Amtes (Gerichtsgesetzbuch, Art. 293 und 300);

- die Unvereinbarkeit zwischen der Eigenschaft als Personalmitglied des ÖSHZ (einschließlich der Fachkräfte der Heilkunde) und dem Amt eines Bürgermeisters oder eines Gemeinderatsmitglieds, das im Zuständigkeitsbereich des ÖSHZ ausgeübt wird; diese Unvereinbarkeit wird durch die zwischen der Gemeinde und dem ÖSHZ bestehende organische Verbindung begründet (Grundlagengesetz ÖSHZ, Art. 49, Par. 4);

- die gleichzeitige Ausübung des Amtes eines Richters, eines Referendars oder eines Greffiers beim Schiedshof und eines durch Wahl verliehenen öffentlichen Amtes (G. 6. Januar 1989 über den Schiedshof, Ar. 44);

- es besteht eine Unvereinbarkeit zwischen dem Amt eines Mitglieds des Staatsrats (unter Vorbehalt von Ausnahmegenehmigungen ist das Verwaltungspersonal des Staatsrats ebenfalls betroffen) und einem durch Wahl verliehenen öffentlichen Amt (Koord. G. über den Staatsrat, Art. 107 und 110).

- das Amt eines Sachverständigen (im Sinne des K.R. vom 9. März 1953, Art. 2 über den Handel von Schlachtfleisch und zur Regelung der Begutachtung der innerhalb des Landes geschlachteten Tiere) ist unvereinbar mit der Ausübung des Mandats eines Bürgermeisters, eines Schöffen oder eines Gemeinderatsmitglieds, falls die Ernennung vom Gemeinderat ausgeht.

3) Die mit der Blutsverwandtschaft oder der Schwägerschaft verbundenen Unvereinbarkeiten

Das Willen des Gesetzgebers war, die Aneignung eines Gemeinderats durch eine Familie zu vermeiden, was dazu führen könnte, dass diese ihre eigenen Interessen zum Nachteil der Interessen der Gemeinde bevorzugen. Die Ratsmitglieder dürfen weder bis zum zweiten Grad einschließlich miteinander verwandt oder verschwägert sein; sie dürfen auch nicht miteinander verheiratet sein oder gesetzlich zusammenwohnen.

Der Verwandtschaftsgrad (Verwandtschaft in gerader Linie oder Seitenverwandtschaft) wird nach den Regeln des Zivilgesetzbuches (Art. 735 ff) festgelegt.

Beispiel der Berechnung des Verwandtschaftsgrads:

A (Sohn), B (Vater), C (Großvater väterlicherseits): A und B, sowie B und C sind verwandt im ersten Grad (in gerader Linie)

A und C sind verwandt im zweiten Grad.

Die Schwägerschaft wird nicht durch das Zivilgesetzbuch definiert. Sie wird aber gewöhnlich als Bund betrachtet, der zwischen jedem Ehepartner mit den Verwandten des anderen Ehepartners besteht. Zwischen den Verwandten von Eheleuten hingegen besteht keine Verschwägerung. Paul und Peter sind die jeweiligen Ehepartner der beiden Schwestern Anna und Susanne. Paul und Peter sind nicht verschwägert, obwohl sie in der Volkssprache als Schwager bezeichnet werden. Die beiden Personen "fallen" jedoch unter Unvereinbarkeit, weil Artikel L1125-3 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung denjenigen untersagt, deren Ehepartner unter ihnen bis zum zweiten Grad einschließlich verwandt sind, gleichzeitig dem Gemeinderat anzugehören.

Es ist zu beachten, dass die Verschwägerung als aufgelöst betrachtet wird, wenn die Person, aufgrund deren diese bestand, verstirbt.

Was die Folgen dieser Unvereinbarkeit betrifft, so gewährt der Verzicht eines der gewählten Ratsmitglieder von Rechts wegen dem anderen den Zutritt zum Gemeinderat.

Falls eine solche Vereinbarung zwischen den betroffenen Personen nicht erfolgt, ist in Artikel 73 des neuen Gemeindegesetzes eine Vorzugsreihenfolge vorgesehen worden:

- wenn es sich um zwei effektive Ratsmitglieder handelt, richtet die Vorzugsreihenfolge sich nach der Größe der Quotienten, aufgrund deren die von diesen Kandidaten erhaltenen Sitze der betreffenden Liste zuerkannt wurden;

- wenn es sich um ein effektives Ratsmitglied und ein stellvertretendes Ratsmitglied handelt, betrifft das Verbot zu sitzen, nur das letztgenannte Mitglied, es sei denn, dass die Vakanz, aufgrund deren es sitzen soll, sich vor der Wahl seines Verwandten, Verschwägerten oder Ehepartners ereignet hat.

3. Eidesleistung der Gemeinderatsmitglieder.

In Anwendung von Artikel L1126-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung leisten die Gemeinderatsmitglieder, die in Artikel L1122-8 erwähnten Vertrauenspersonen, die Mitglieder des Gemeindegremiums vor ihrem Amtsantritt folgenden Eid: "Ich schwöre Treue dem König, Gehorsam der Staatsverfassung und den Gesetzen des belgischen Volkes". Der Eid wird ausschließlich in Französisch oder in Deutsch, je nachdem, ob die Gemeinde im französischen oder im deutschen Sprachgebiet gelegen ist, geleistet.

Dieser Eid wird in öffentlicher Sitzung geleistet. Die Gemeinderatsmitglieder leisten den Eid vor dem Vorsitzenden des Rates.

III. RANGFOLGE DER GEMEINDERATSMITGLIEDER

1. Grundsätze.

Artikel L1123-10, Absatz 2 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung, demzufolge eine Rangliste erstellt wird nach dem Dienstalter der Ratsmitglieder, berechnet ab dem Tag ihres ersten Amtsantritts und demzufolge bei gleichem Dienstalter die Anzahl der bei der letzten Wahl erzielten Stimmen ausschlaggebend ist, wird am 8. Oktober 2006 aufgehoben. Ein neuer Artikel L1122-18, der an dem genannten Datum in Kraft tritt, verweist auf innere Dienstordnung für die Bestimmung der Bedingungen der Festlegung der genannten Rangliste.

Die Gemeindeautonomie ist die Regel. Es ist jedoch zweckdienlich, die zwingende Regel zu verdeutlichen, welche bisher anwendbar war, und die herangezogen werden kann, um im Vergleich autonome Bestimmungen auszuarbeiten.

Diese Rangliste wird gegebenenfalls abgeändert, wenn der Staatsrat nach einer Beschwerde ohne aufschiebende Wirkung einen Entscheid erlässt, der in seinem Tenor die Verteilung der Sitze unter die Listen oder die Reihenfolge der Gewählten ändert.

2. Dienstalter.

Wiedergewählte ausscheidende Ratsmitglieder stehen am Kopf der Liste, und zwar je nach ihrem Dienstalter und bei gleichem Dienstalter je nach der Anzahl Stimmen, die sie bei der letzten Wahl erzielten.

Nur ununterbrochene Dienstleistungen als ordentliches Ratsmitglied dürfen für die Bestimmung des Dienstalters berücksichtigt werden, wobei jede Unterbrechung den endgültigen Verlust des erworbenen Dienstalters bedeutet.

Ratsmitglieder, die dem ausscheidenden Rat nicht angehörten, können kein Dienstalter geltend machen und stehen daher unten in der Rangliste, und zwar je nach der Anzahl Stimmen, die sie bei der letzten Wahl erzielten.

3. Anzahl erzielter Stimmen

Unter der Anzahl erzielter Stimmen ist die Anzahl Stimmen zu verstehen, die jedem einzelnen Kandidaten nach der gemäß Artikel L4145-11 bis L4145-14 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung vorgenommenen Übertragung der für die Vorschlagsreihenfolge abgegebenen Listenstimmen zugeteilt werden ist.

Wenn zwei Ratsmitglieder mit gleichem Dienstalter die gleiche Anzahl Stimmen erzielt haben, wird die Rangfolge nach der Vorschlagsreihenfolge auf der Liste bestimmt, falls beide auf derselben Liste gewählt worden sind, und nach dem Alter, wenn sie auf unterschiedlichen Listen gewählt worden sind, wobei dem älteren Ratsmitglied der Vorrang zu geben ist.

4. Sonderfall.

Wenn die Anzahl Kandidaten einer Liste der Anzahl Sitze entspricht, die der Liste zukommen, werden diese Kandidaten alle als gewählt erklärt (Artikel L4145-11 3° des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung), ohne dass der Gemeindevorstand die individuelle Zuteilung der Listenstimmen vornehmen muss.

Diese Zuteilung ist jedoch im Gemeinderat vorzunehmen, weil die Anzahl der durch diese Kandidaten erzielten Stimmen Einfluss auf die Feststellung der Rangfolge hat.

Beispiel: Für einen Gemeinderat müssen 13 Sitze vergeben werden. 7 Kandidaten sind auf einer Liste vorgeschlagen worden, der im Anschluss an die Verrichtungen 7 Sitze zugeteilt worden sind.

Diese Übertragung ist wie folgt vorzunehmen:

a) Ermittlung der Anzahl Listenstimmen, die unter die Gewählten der Liste verteilt werden müssen.

Diese Anzahl Listenstimmen wird ermittelt, indem die Anzahl Stimmzettel mit Stimmabgabe im Kopffeld, die daher die Vorschlagsreihenfolge unterstützen, mit der Anzahl der durch diese Liste erzielten Sitze multipliziert und das Ergebnis durch zwei geteilt wird (7 im Beispiel).

Wenn davon ausgegangen wird, dass 122 Stimmen die Vorschlagsreihenfolge unterstützen, so beträgt die Anzahl der individuell an die Kandidaten der Liste zu vergebenden Listenstimmen: $(122 \times 7) / 2 = 427$.

b) Ermittlung der Wählbarkeitsziffer der Liste.

Diese Wählbarkeitsziffer ergibt sich aus der Teilung des Ergebnisses, das sich aus der Multiplikation der Wahlziffer der Liste, wie sie in Artikel L4145-3 § 1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung bestimmt wird, mit der Anzahl der dieser Liste zugeteilten Sitze ergibt, durch die um eins erhöhte Anzahl Sitze, die der Liste zukommen.

Im Beispiel wird angenommen, dass neben den 122 Stimmzetteln mit Kopfstimme noch 702 weitere gültige Stimmzettel mit einer oder mehreren Vorzugsstimmen gezählt werden. Somit gibt es insgesamt 824 gültige Stimmzettel zugunsten der Liste; 824 ist daher die Wahlziffer der Liste. Die der Liste eigene Wählbarkeitsziffer ist demnach $(824 \times 7) / (7 + 1) = 5.768 / 8 = 721$.

Umfasst das Ergebnis dieser Teilung Dezimalen, so muss es auf den nächsten Einer aufgerundet werden, ob die Dezimalen 0,50 erreichen oder nicht.

c) Individuelle Zuteilung der Listenstimmen, die die Vorschlagsreihenfolge unterstützen, an die Gewählten.

Diese Zuteilung erfolgt durch Übertragung und der Vorschlagsreihenfolge der Liste nach.

Den Vorzugsstimmen, die der erste Kandidat der Liste erhalten hat, werden von der Hälfte der Listenstimmen (427) so viele hinzugefügt, wie nötig sind, um die Wählbarkeitsziffer dieser Liste (721) zu erreichen: Ist ein Überschuss vorhanden, so wird er auf die gleiche Art und Weise dem zweiten Kandidaten zugeteilt, und so weiter, bis die 427 Listenstimmen zugeteilt sind. Die Übertragung geschieht folgendermaßen:

Kandidaten (oder Gewählte der Liste)	Vorzugsstimmen	Durch Übertragung zugeteilte Listenstimmen	Anzahl erzielter Stimmen
MARIE	475	246	721
PETER	269	181	450
JACQUES	19	0	19
SOPHIE	20	0	20

Kandidaten (oder Gewählte der Liste)	Vorzugsstimmen	Durch Übertragung zugeteilte Listenstimmen	Anzahl erzielter Stimmen
ANNE	26	0	26
PATRICK	178	0	178
ERICH	48	0	48

Anschließend wird die Rangliste unter Berücksichtigung der in der letzten Spalte der Tabelle angegebenen Ziffern erstellt.

IV. EINSETZUNG DER SCHÖFFEN

1. Grundsatz: Annahme eines Mehrheitsabkommens.

In Anwendung von Artikel L1123-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung werden spätestens am 15. Dezember nach den Wahlen der oder die Abkommensentwürfe dem Gemeindesekretär vorgelegt.

Der Abkommensentwurf enthält die Angabe der beteiligten politischen Fraktionen, die Identität des Bürgermeisters, der Schöffen, sowie diejenige des voraussichtlichen Vorsitzenden des Sozialhilferats, wenn die auf ihn anwendbare Gesetzgebung seine Anwesenheit innerhalb des Gemeindegremiums vorsieht. Er weist Personen beider Geschlechter auf.

Das Ratsmitglied belgischer Staatsangehörigkeit, das die meisten Vorzugsstimmen in der Liste mit den meisten Stimmen unter den in Anwendung des Artikels L1123-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung am Mehrheitsabkommen beteiligten politischen Fraktionen erhalten hat, wird von Rechts wegen zum Bürgermeister gewählt. Bei Stimmgleichheit ist die Reihenfolge in der Liste maßgebend.

Wenn das Ratsmitglied, das das Amt des Bürgermeisters ausüben muss, darauf verzichtet, oder wenn es unbeschadet des Artikels L1123-14 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung dieses Amt endgültig aufgeben muss, wird jeweils das Ratsmitglied belgischer Staatsangehörigkeit, das nach ihm in derselben politischen Fraktion die höchste Anzahl der Stimmen erhalten hat, von Rechts wegen zum Bürgermeister gewählt.

Wenn alle Ratsmitglieder der am Mehrheitsabkommen beteiligten politischen Fraktion, die bei den letzten Wahlen die meisten Vorzugsstimmen erhalten hat, darauf verzichten, dieses Amt auszuüben, wird dasjenige Ratsmitglied zum Bürgermeister gewählt, das die meisten Vorzugsstimmen in der am Mehrheitsabkommen beteiligten politischen Fraktion erhalten hat, die bei den letzten Wahlen die zweithöchste Stimmenanzahl erhalten hat.

Das Ratsmitglied, das darauf verzichtet, das Amt des Bürgermeisters auszuüben oder das auf dieses Amt verzichtet, nachdem es dieses ausgeübt hat, darf während der Legislaturperiode nicht Mitglied des Gemeindegremiums sein.

Der Abkommensentwurf wird von den gesamten darin bezeichneten Personen und von der Mehrzahl der Mitglieder jeder politischen Fraktion unterzeichnet, von der mindestens ein Mitglied vorgeschlagen wird, um am Kollegium teilzunehmen.

Wenn sich eine Fraktion nur aus zwei Mitgliedern zusammensetzt, wird der Abkommensentwurf von mindestens einem der beiden unterzeichnet.

Spätestens innerhalb von drei Monaten ab dem Datum der Gültigkeitserklärung der Wahlen wird das Mehrheitsabkommen mit Stimmenmehrheit der anwesenden Ratsmitglieder verabschiedet.

Wenn kein Mehrheitsabkommen innerhalb von drei Monaten ab dem Datum der Gültigkeitserklärung der Wahlen vorgelegt und verabschiedet worden ist, kann ein Regierungskommissar bezeichnet werden. Er regelt die laufenden Angelegenheiten anstelle des Kollegiums, das diese Aufgabe aufgrund des Artikel L1121-2 des Kodex übernahm.

Der Punkt bezüglich der Annahme des Mehrheitsabkommens wird bis zu seiner Verabschiedung auf die Tagesordnung einer jeden Ratssitzung gesetzt.

2. Überprüfung von Gründen der Unvereinbarkeit.

Laut der Bestimmungen von Artikel L1125-2 2° des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung dürfen Bedienstete und Mitglieder der Steuerverwaltungen in Gemeinden, die in ihr Zuständigkeitsgebiet beziehungsweise in ihren Amtsbereich fallen, nicht Mitglieder des Gemeindegremiums sein, außer wenn von der Regierung Abweichungen gestattet werden.

Bei den erwähnten Steuerverwaltungen handelt es sich um die Dienststellen, die die Festlegung der Besteuerungsgrundlage, die Aufteilung und die Beitreibung von Steuern und Gebühren oder die Verwaltung der Staatsdomäne zur Aufgabe haben, d.h. insbesondere:

- die Allgemeine Steuerverwaltung;
- die Verwaltung der Steuersonderinspektion;
- die Verwaltung der direkten Steuern;
- die Mehrwertsteuer-, Registrierungs- und Domänenverwaltung;
- die Katasterverwaltung;
- die Zoll- und Akzisenverwaltung;
- und das Hypothekenamt.

Die Anmerkungen von Artikel L1125-3 des Kodex betreffend die Gemeinderatsmitglieder (s. Seite __ des vorliegenden Rundschreibens) gelten ebenfalls für die Mitglieder des Gemeindegremiums.

Es gibt ebenfalls Anlass, zu überprüfen, dass in Anwendung des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung keine Unvereinbarkeit die Einsetzung des voraussichtlichen Vorsitzenden des Sozialhilferats im Kollegium verhindert. Was Letzteren betrifft, addieren sich die durch den Kodex und das Grundlagengesetz über die öffentlichen Sozialhilfezentren festgesetzten Unvereinbarkeiten, weil er in der Lage sein muss, in beiden lokalen Einheiten gültig an den Sitzungen teilzunehmen.

3. Eidesleistung.

Nach der Verabschiedung eines Mehrheitsabkommens leistet der Kandidat für das Bürgermeisteramt den Eid vor dem Vorsitzenden des Rates. Wenn der Bürgermeister, dessen Name in dem verabschiedeten Mehrheitsabkommen angegeben wird, der amtierende Bürgermeister ist, leistet er den Eid vor dem ersten amtierenden Schöffen.

Die Schöffen leisten den Eid vor ihrem Amtsantritt vor dem Bürgermeister.

Die für die Schöffen vorgesehene Eidesleistung ist nicht mit dem Eid zu verwechseln, den die Ratsmitglieder ablegen. Der Eid als Gemeinderatsmitglied muss zum Zeitpunkt der Einsetzung des Betreffenden in dieser Eigenschaft geleistet werden. Der Eid als Schöffe darf hingegen erst geleistet werden, nachdem der Betreffende für dieses Amt bezeichnet worden ist.

V. COMINES-WARNETON.

Diese Gemeinde unterliegt einem Sonderstatut, das sich aus dem sogenannten Gesetz zur Befriedung ergibt. Folglich werden die neuen Prinzipien, die durch das Dekret vom 8. Dezember 2005 in den Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung eingefügt worden sind, dort nicht anwendbar (Direktwahl des Bürgermeisters, Ausdehnung des Kollegiums auf den Vorsitzenden des Sozialhilferats, Verabschiedung eines Mehrheitsabkommens).

Laut Artikel 77bis, § 2 des Gemeindewahlgesetzes werden die Zuständigkeiten des Provinzkollegiums im Fall eines Streitfalls in Bezug auf die Wahl der Gemeinderatsmitglieder und Schöffen der Gemeinden Comines-Warneton von dem in Artikel 131bis des Provinzialgesetzes vorgesehenen Kollegium der Provinzgouverneure wahrgenommen.

Der zweite Absatz von Artikel 14 des neuen Gemeindegesetzes bestimmt dass, wenn in Comines-Warneton bei der Einsetzung des Gemeinderats nach seiner vollständigen Erneuerung der Bürgermeister nicht ernannt ist, der Gemeinderat einen Schöffen oder ein Gemeinderatsmitglied bezeichnet, der bzw. das das Amt des Bürgermeisters in Erwartung dieser Ernennung ausüben wird.

Ein diensttuender Bürgermeister muss dann bezeichnet werden, ob der ausscheidende Bürgermeister als Gemeinderatsmitglied wieder gewählt wird oder nicht, wenn der Bürgermeister noch nicht ernannt worden ist oder noch nicht den Eid geleistet hat.

Ist dies der Fall, nimmt der neu eingesetzte Gemeinderat nach der Eidesleistung der direkt gewählten Ratsmitglieder und Schöffen vor der mit dem Vorsitz der Sitzung beauftragten Person die Bezeichnung eines Schöffen oder eines Ratsmitglieds vor, um das Amt des Bürgermeisters auszuüben, bis der neue Bürgermeister den Eid in dieser Eigenschaft geleistet hat. Die Einberufung für die Einsetzungssitzung vermerkt, dass ein Vertreter gemäß Artikel 14 Absatz 2 des neuen Gemeindegesetzes bezeichnet wird.

Obwohl sie direkt gewählt sind, müssen die Schöffen von Comines-Warneton den Eid zweimal leisten: die Eidesleistung als Gemeinderatsmitglied muss zum Zeitpunkt der Einsetzung des Betreffenden in dieser Eigenschaft erfolgen, und die Eidesleistung als Schöffe wird nach vollendeter Einsetzung des Gemeinderates vorgenommen.

Jegliche zusätzliche Information sowie jegliche dringende Mitteilung kann gerichtet werden per Fax unter der Nummer 081-23 48 49 an die ständige Zelle "Wahlen 2006".

Namur, den 29. Juni 2006

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[2006/202130]

29 JUNI 2006. — Gemeenteraadsverkiezingen van 8 oktober 2006. Omzendbrief betreffende de geldigverklaring van de verkiezingen en de installatie van de gemeenteraadsleden en van het gemeentecollege

Aan de Heren Gouverneurs,

Aan de Dames en Heren Bestendig afgevaardigden,

Ter informatie :

Aan de Dames en Heren Burgemeesters en Schepenen,

Dames en Heren,

Mijnheer de Gouverneur,

Mevrouw, Mijnheer de Bestendig afgevaardigde,

Mevrouw, Mijnheer de Burgemeester,

Mevrouw, Mijnheer de Schepen,

Na de gemeenteraadsverkiezingen van 8 oktober 2006 zullen de gemeenteraden geheel vernieuwd zijn. Overeenkomstig artikel L1122-3, derde lid, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt de gemeenteraad op de eerste maandag van december na de verkiezingen geïnstalleerd, nl. op 4 december 2006.

Zoals bepaald in artikel L1121-2 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie, blijven de leden van de aftredende gemeenteraad in functie totdat de geloofsbrieven van hun opvolgers zijn onderzocht en hun installatie heeft plaatsgehad. Volgens diezelfde bepaling geldt hetzelfde voor de aftredende leden van het gemeentecollege

De vernieuwing van de gemeenteraden heeft de installatie van het nieuwe gemeentecollege als gevolg.

Het is absoluut noodzakelijk dat deze installatieprocedures in de beste omstandigheden verlopen, zodat de nieuwe gemeentelijke instanties, telkens als er geen belemmering is die dat verhindert, zo spoedig mogelijk in functie kunnen treden.

Deze omzendbrief strekt ertoe aan de geldende bepalingen betreffende de voormelde procedures te herinneren en de toepassing ervan nader te omschrijven.

I. GELDIGVERKLARING VAN DE VERKIEZINGEN DOOR HET PROVINCIECOLLEGE.

1. Algemeen principe.

De geldigverklaring van de verkiezingen komt het provinciecollege toe, ongeacht of een kandidaat bezwaar ingediend heeft.

In deze materie doet het provinciecollege uitspraak als administratief rechtscollege (art. L4146-9 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie).

2. Gewone bezwaren.

Elk bezwaar moet, op straffe van verval, worden ingediend binnen tien dagen na het opstellen van het proces-verbaal van de verkiezing (artikel L4146-8, § 1, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie).

Gesteld dat het proces-verbaal opgesteld is op 9 oktober 2006, dan is de uiterste datum voor het indienen van een bezwaar 19 oktober 2006. Met andere woorden, het bezwaar moet hetzij uiterlijk op die datum aan de provinciegriffier overhandigd worden, in welk geval een ontvangstbewijs overhandigd zal worden, hetzij aan die ambtenaar gezonden worden bij een uiterlijk op dezelfde datum ter post neergelegde aangetekende zending, waarbij het postmerk als datum geldt.

Het provinciecollege doet uitspraak over een bezwaar binnen een termijn van dertig dagen na de indiening ervan (artikel L4146-12, § 1, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie). Het vertrekpunt voor de termijn is de dag die volgt op de overhandiging van het bezwaar aan de provinciegriffier of de dag volgend op de postdatum in geval van een aangetekende zending.

Nog steeds als voorbeeld : in de hierboven beschouwde veronderstelling en in het geval er op 19 oktober 2006 een bezwaar is ingediend, is 18 november 2006 de uiterste datum waarop het provinciecollege uitspraak moet doen.

Als het provinciecollege binnen de voorgeschreven termijn van dertig dagen geen uitspraak heeft gedaan, wordt het bezwaar als verworpen beschouwd en wordt de verkiezing definitief geldig verklaard.

In werkelijkheid kunnen voor een bepaalde verkiezing verscheidene bezwaren ingediend worden op verschillende data. Aangezien het provinciecollege slechts na het verstrijken van de voormelde termijn van tien dagen zeker kan zijn dat er geen bezwaar meer zal worden ingediend, kan de definitieve geldigverklaring van de verkiezing ten vroegste pas op dat ogenblik plaatsvinden. Bovendien moet voor elk bezwaar de maximale termijn van dertig dagen in acht genomen worden om uitspraak te doen; met andere woorden, de bezwaren betreffende een bepaalde verkiezing kunnen slechts gegroepeerd worden als de termijn van dertig dagen nageleefd werd voor het bezwaar dat het eerst na de verkiezing werd ingediend.

Het provinciecollege doet uitspraak als administratief rechtscollege, ongeacht de manier waarop de verkiezingen geldig verklaard worden, hetzij door beslissing inzake geldigverklaring, al of niet op bezwaar, hetzij door validatie van ambtswege door het verstrijken van de termijnen.

(cf. advies van de Raad van State van 15 april 1964 over een wetsvoorstel tot oprichting van provinciale administratieve rechtbanken - Parl. St. Kamer van Volksvertegenwoordigers, zitting 1963-1964, 652, nr. 2, bladzijde 6; deze rechtspraak werd bevestigd door de wet van 22 maart 1999, die artikel 75, § 3 in de gemeentekieswet heeft ingevoegd, dat artikel L4146-9 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie is geworden).

Het provinciecollege dient zich uit te spreken over de geldigverklaring van de verkiezingen binnen de termijn die het door de wet wordt gesteld en het wordt ernstig aanbevolen de hele voorgeschreven termijn slechts te gebruiken om in de nodige gevallen te beslissen.

Ik moet regelmatig geïnformeerd worden over de bezwaren die bij het provinciecollege werden ingediend. Op initiatief van de provinciegouverneur zal me dus een afschrift van ieder bezwaar worden verstrekt zodra het in ontvangst is genomen, alsmede een afschrift van iedere beslissing die het provinciecollege neemt in verband met de geldigverklaring van een verkiezing, ongeacht of er een bezwaar is ingediend, alsook de vaststelling dat er geen beslissing is genomen.

De gouverneurs worden tevens verzocht bedoelde bezwaren en beslissingen door te faxen op het nummer 081-23 48 49 t.a.v. de permanente cel "Verkiezingen 2006".

3. Beroep bij de Raad van State tegen de beslissing van het provinciecollege.

Artikel L4146-15 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie stelt dat degenen aan wie kennis moet worden gegeven van de beslissing van het provinciecollege, dat wil zeggen krachtens de artikelen L4146-13 en L4146-14, de betrokken gemeenteraad en de kandidaten die een bezwaar indienden, binnen acht dagen na de kennisgeving beroep kunnen instellen bij de Raad van State.

Het beroep bij de Raad van State is niet opschortend, behoudens wanneer het beroep gericht is tegen een beslissing van het provinciecollege die een vernietiging van de verkiezingen of een wijziging in de zetelverdeling inhoudt.

De rechtspleging voor dit Hoge Rechtscollege wordt geregeld bij het koninklijk besluit van 15 juli 1956 tot vaststelling van de procedure voor de afdeling administratie van de Raad van State, in geval van beroep voorzien bij het voormelde artikel 76bis van de gemeentekieswet (dat artikel L4146-15 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie is geworden), gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 september 1982 en 28 oktober 1994.

De middelen welke de verzoeker voor het provinciecollege had kunnen doen gelden en die hij voor het eerst voor de Raad van State inroept, zijn niet ontvankelijk (R.v.St., 17 februari 1959, gem.verkiez. Stokkem, nr. 6873).

II. INSTALLATIE VAN DE GEMEENTERAADSLEDEN.

1. Oproeping voor de eerste installatievergadering.

Overeenkomstig artikel L1122-3, derde lid, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt de gemeenteraad op de eerste maandag van december na de verkiezingen geïnstalleerd, nl. op 4 december 2006.

De installatie van de nieuwe gemeenteraad mag evenwel slechts plaatsvinden wanneer die, in geval van schorsend beroep bij de Raad van State, de kennisgeving bedoeld in artikel L4146-15, tweede lid, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie heeft ontvangen.

Het uittredend college van burgemeester en schepenen roept daartoe alle verkozen kandidaten op met de vermelding dat de vergadering hun eedaflegging tot doel heeft, en in voorkomend geval de aanneming van het meerderheidspact, alsook de eedaflegging van de burgemeester en van de schepenen, indien het meerderheidspact wordt aangenomen.

Overeenkomstig artikel L1126-2 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie worden verondersteld afstand te doen van hun mandaat de verkozenen die, na het ontvangen van twee achtereenvolgende oproepingen om de eed af te leggen, zich zonder wettige reden onthouden van het vervullen van die formaliteit.

Ten einde betwistingen te voorkomen, moet op die twee schriftelijke oproepingen zeer duidelijk het voorwerp van de vergaderingen voorkomen en op de tweede oproeping daarnaast een weergave van de volledige tekst van bovenvermeld artikel L1126-2 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie.

Zij worden verstuurd naar de woonplaats van de verkozenen met een aangetekende brief of eigenhandig overhandigd tegen afgifte van een afgiftebewijs, ten minste zeven vrije dagen voor de dag van de vergadering, er zorg voor dragend dat ertien minste zeven volledige dagen - van 0 tot 24 uur - liggen tussen de dag van de verzending of van de afgifte en de dag van de vergadering (artikel L1122-3, § 1, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie). Als de vergadering wel degelijk op 4 december 2006 is gepland, moet de uitnodiging tot de vergadering uiterlijk op zaterdag 25 november 2006 bij aangetekend schrijven toegezonden worden of eigenhandig overhandigd worden op zondag 26 november 2006.

Krachtens artikel L1122-4 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie kan elke verkozen kandidaat, nadat zijn verkiezing geldigheid heeft verkregen, voor zijn installatie afstand doen van zijn mandaat. Om geldig te zijn, moet die afstand schriftelijk ter kennis worden gebracht van de gemeenteraad die daarvan akte neemt in een met redenen omklede beslissing. Deze beslissing wordt door toedoen van de gemeentesecretaris ter kennis van de betrokkene gebracht. Een beroep, gegrond op artikel 16 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, kan tegen deze beslissing ingesteld worden. Het moet ingesteld worden binnen acht dagen na de kennisgeving ervan.

De afstand wordt definitief en kan bijgevolg niet meer worden ingetrokken, zodra de raad er akte van heeft genomen. Er wordt dan tijdens de vergadering overgegaan tot de installatie van een opvolger in de hoedanigheid van lid-titularis, na onderzoek van zijn geloofsbriefven.

Vóór de aanneming door de raad van het meerderheidspact bedoeld in artikel L1123-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, wordt de raad voorgezeten door het gemeenteraadslid dat aan het einde van de vorige legislatuur de functie van burgemeester of, in voorkomend geval, een functie van schepen en met de hoogste rang uitoefende of, in voorkomend geval, een functie van raadslid in orde van hun anciënniteit in de raad. Bij gelijke anciënniteit, wordt de oudste gekozen onder de politieke fracties die de beginselen van de democratie in acht nemen, zoals, onder anderen, verwoord door Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd of welke andere genocide ook, alsmede de rechten en vrijheden gewaarborgd door de Grondwet.

In voorkomend geval wordt de raad voorgezeten door de kandidaat die bij de laatste verkiezingen de meeste voorkeursstemmen heeft verkregen op de lijst met het grootste kiescijfer.

2. Verificatie van het gebrek aan onverenigbaarheden.

De onverenigbaarheden worden in de artikelen L1125-1 tot L1125-7 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie opgesomd. Wijzigingen zijn aangebracht in deze bepalingen bij het decreet van 8 december 2005 houdende wijziging van sommige bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie en zullen op 8 oktober 2006 in werking treden.

Om dubbelzinnigheden ter zake te voorkomen, kunt u de gecoördineerde tekst van deze bepalingen, zoals hij bij de installatie van de nieuwe gemeenteraden vigerend zal zijn, vanaf heden hierna lezen :

« Art. L1125-1. Van de gemeenteraden noch van de gemeentecolleges kunnen niet deel uitmaken :

1° de provinciegouverneurs, de gouverneur en vice-gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, de adjunct-gouverneur van de provincie Vlaams Brabant;

2° de leden van het provinciecollege en de leden van het college ingesteld bij artikel 83*quinquies*, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen;

3° de provinciegriffiers;

4° de arrondissementscommissarissen;

5° ... (opgeheven);

6° zij die personeelslid zijn of een toelage of een wedde ontvangen van de gemeente, met uitzondering van de vrijwillige brandweerlieden;

7° de beambten van het bosbeheer, wanneer hun bevoegdheid zich uitstrekt tot beboste eigendommen die aan het bosbeheer onderworpen zijn en die toebehoren aan de gemeente waarin zij hun ambt wensen uit te oefenen;

8° elke persoon die een ambt of mandaat uitoefent dat gelijkwaardig is aan dat van gemeenteraadslid, schepen of burgemeester in een lokale basisoverheid van een andere lidstaat van de Europese Unie. De Regering maakt een niet limitatieve lijst op van de ambten of mandaten die als gelijkwaardig beschouwd worden.

9° de leden van de hoven, rechtbanken, parketten en de griffiers van de rechterlijke orde.

10° de adviseurs bij de Raad van State;

11° de secretarissen en de ontvangers van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van het ambtsgebied van de gemeente.

De bepalingen van het eerste lid, 1° tot en met 11°, gelden eveneens voor de niet-Belgische onderdanen van de Europese Unie die in België verblijven voor de uitoefening door hen in een andere lidstaat van de Europese Unie van ambten die gelijkwaardig zijn aan de ambten die bij deze bepalingen zijn bedoeld.

Art. L1125-2. Naast de onverenigbaarheden bedoeld in artikel L1125-1 kunnen geen lid zijn van het gemeentecollege :

1° de bedienaren van de erediensten en de vrijzinnige afgevaardigden;

2° de agenten der fiscale besturen, in de gemeenten die tot hun werk- of ambtsgebied horen, behoudens door de regering toegestane afwijking;

3° de echtgenoot of wettelijk samenwonende van de gemeentesecretaris of van de gemeenteontvanger.

Voor wat betreft het schepenmandaat, gelden de bepalingen van het eerste lid eveneens voor de niet-Belgische onderdanen van de Europese Unie die in België verblijven voor de uitoefening door hen in een andere lidstaat van de Europese Unie van ambten die gelijkwaardig zijn aan de ambten die bij deze bepalingen zijn bedoeld.

Art. L1125-3. De leden van de raad mogen geen bloed- of aanverwanten zijn tot en met de tweede graad, noch door de echt verbonden zijn of wettelijk samenwonen. Worden bloed- of aanverwanten in één van die graden of twee wettelijk samenwonenden gekozen bij éénzelfde verkiezing, dan wordt de voorkeur bepaald door de grootte van de quotiënten op grond waarvan de door die kandidaten verkregen zetels aan hun lijst zijn toegekend.

Worden twee bloed- of aanverwanten in een verboden graad of twee echtgenoten gekozen, de een tot raadslid, de ander tot opvolger, dan geldt het verbod om zitting te nemen alleen voor de opvolger, tenzij de plaats waarvoor hij in aanmerking komt, opgevallen is vóór de verkiezing van zijn bloedverwant, aanverwant of echtgenoot.

Tussen opvolgers die voor opgevallen plaatsen in aanmerking komen, wordt de voorrang allereerst bepaald naar tijdsorde van de vacatures.

Personen wier echtgenoten elkaars bloedverwanten zijn in de eerste of de tweede graad, kunnen niet tegelijk deel uitmaken van de gemeenteraad in gemeenten van 1200 inwoners en meer.

Aanverwantschap die later tot stand komt onder de leden van de raad, heeft geen verval van hun mandaat als gevolg. Dit geldt niet voor het geval van huwelijk of van het wettelijk samenwonen tussen de leden van de raad.

De aanverwantschap wordt geacht op te houden bij overlijden van de persoon door wie zij tot stand is gekomen.

De burgemeester en schepenen mogen geen bloed- of aanverwant zijn tot en met de derde graad.

Art. L1125-4. Er bestaat onverenigbaarheid tussen de ambten van secretaris en ontvanger enerzijds en die van burgemeester, schepenen, gemeenteraadslid anderzijds. In gemeenten met minder dan 1000 inwoners evenwel kan de provinciegouverneur machtiging verlenen tot het gelijktijdig bekleden van de genoemde ambten, uitgezonderd het burgemeesterschap, dat in geen geval in éénzelfde gemeente tegelijk met het ambt van ontvanger mag worden bekleden. De bij dit artikel bedoelde machtigingen tot cumulatie kunnen te allen tijde worden ingetrokken.

Art. L1125-5. De tot gemeenteraadslid gekozen kandidaat die een met het lidmaatschap van de raad onverenigbaar ambt vervult, die aan een onderneming deelneemt of een beroep of ambacht uitoefent waarvoor hij een wedde of een toelage van de gemeente ontvangt, wordt niet tot beëdiging toegelaten zolang de oorzaak van de onverenigbaarheid bestaat.

De gekozen kandidaat die binnen één maand na een tot hem gericht verzoek van het college van burgemeester en schepenen, niet afziet van het onverenigbare ambt of van de door de gemeente verleende wedde of toelage, wordt geacht het hem toegekende mandaat niet te aanvaarden.

Art. L1125-6. Een gemeenteraadslid dat een met zijn mandaat onverenigbaar ambt of een wedde of toelage van de gemeente aanvaardt, houdt op deel uit te maken van de raad met overeenkomstige toepassing van artikel L1122-5, indien hij binnen vijftien dagen na het tot hem gerichte verzoek van het college van burgemeester en schepenen niet afziet van het onverenigbaar ambt of van de door de gemeente verleende wedde of toelage.

Art. L1125-7. Het college dat feiten vaststelt die van dien aard zijn dat ze in de artikelen L1125-5 en L1125-6 bedoelde onverenigbaarheden als gevolg hebben, stelt de Regering onmiddellijk in kennis van deze feiten.

De gouverneur of diens afgevaardigde, bij wie de zaak krachtens het vorige lid of ambtshalve aanhangig is gemaakt, bezorgt betrokkene tegen bericht van ontvangst een kennisgeving van de feiten die de onverenigbaarheid als gevolg kunnen hebben.

De Regering of haar afgevaardigde stelt de afzetting in een gemotiveerde beslissing vast ten vroegste acht dagen na ontvangst van de kennisgeving bedoeld in het vorige lid en, indien betrokkene erom verzoekt, na hem te hebben gehoord, eventueel bijgestaan door de raad van zijn keuze. Deze beslissing wordt door de Regering of haar afgevaardigde meegedeeld aan betrokken raadslid en aan het college, dat de raad informeert. Een beroep, gegrond op artikel 16 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, kan tegen deze beslissing ingesteld worden. Het moet ingesteld worden binnen acht dagen na de kennisgeving ervan. »

De onverenigbaarheid bestaat in de wettelijke onmogelijkheid om twee functies gelijktijdig uit te oefenen. De persoon moet dus kiezen : afstand doen van de tot dat moment uitgeoefende functie of afzien van de uitoefening van de nieuwe functie die haar wordt voorgesteld.

Wanneer het provinciecollege over de geldigheid van de gemeenteraadsverkiezingen en over de geloofsbrieven van de gemeenteraadsleden en verkozen opvolgers, dan heeft het alleen maar tot taak na te gaan of de kiesverrichtingen hebben plaatsgehad overeenkomstig de wettelijke bepalingen en te onderzoeken of de verkozenen voldoen aan de voorwaarden inzake verkiesbaarheid. Het college is dus niet bevoegd om te beslissen dat een van de gemeenteraadsleden van wie het de geloofsbrieven heeft gevalideerd zich, op het ogenblik van zijn installatie, in het betrokken geval van onverenigbaarheid zal bevinden (R.v.St., arresten nr. 14.476 van 27 januari 1971, nr. 14.679 van 22 april 1971 en nr. 15.454 van 14 juli 1972).

Bijgevolg is het de persoon, die belast is met het voorzitterschap bij de installatie van de raad, die moet waken over de toepassing van deze bepaling van het wetboek; hij moet dus, met inachtneming van deze bepaling, diegene van de twee verkozenen die geen zitting mag hebben in de raad aanwijzen en hij moet weigeren deze persoon te beëdigden.

Het is aangewezen een overzicht te geven van de verschillende soorten onverenigbaarheden.

1) De onverenigbaarheden van functies (bedoeld in het wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie).

Naar onze mening moet een bijzondere aandacht worden besteed aan één van deze onverenigbaarheden. Het gaat om die bedoeld in artikel L1125-1, 6° van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie :

"zij die personeelslid zijn of een toelage of een wedde ontvangen van de gemeente, met uitzondering van de vrijwillige brandweerlieden".

Men is het erover eens dat deze onverenigbaarheid op de volgende personen wordt toegepast :

- het personeel van de gemeente in het algemeen (met inbegrip van het contractueel personeel) ongeacht het bedrag van de wedde of van de subsidiëring.

- het personeel dat een speciaal verlot geniet (bv. terbeschikkingstelling van het personeel wegens persoonlijke aangelegenheden) : de band met de gemeente blijft bestaan;

- de secretarissen en ontvangers (die ook niet schepenen mogen zijn) van dezelfde gemeente.

Men is het erover eens dat deze bepaling niet op de volgende personen wordt toegepast :

- het gepensioneerde personeel : de gemeente heeft geen discretionaire beleidsvrijheid en de betrokkene kan een subjectief recht laten gelden, dat voortvloeit uit de gewone toepassing van de vigerende wetten en verordeningen;

- degenen die een bezoldiging van de gemeente voor een toevallig werk innen.

2) De in de specifieke reglementeringen ingeschreven onverenigbaarheden

Men kan met name wijzen op :

- de onverenigbaarheid van de functies van de rechterlijke orde met de uitoefening van een openbaar mandaat dat door verkiezing wordt toevertrouwd (Gerechtelijk Wetboek, art. 293 en 300);

- de onverenigbaarheid tussen de hoedanigheid van personeelslid van het O.C.M.W. (met inbegrip van de beoefenaars der geneeskunde) met het mandaat van burgemeester of gemeenteraadslid uitgeoefend in het territoriaal van het ambtsgebied van het O.C.M.W.; deze onverenigbaarheid wordt gerechtvaardigd door de organische band die tussen de gemeente en het O.C.M.W. bestaat (organieke wet O.C.M.W., art. 49, ged. 4);

- de onverenigbaarheid van de functies van de rechterlijke orde met de uitoefening van een openbaar mandaat dat door verkiezing wordt toevertrouwd (Wet. 6 januari 1989 over het Arbitragehof, art. 44);

- er bestaat een overenigbaarheid tussen de functies van leden van de Raad van State (met inbegrip van de leden van het administratief personeel van de Raad van State onder voorbehoud van afwijkingen) en die van een openbaar mandaat dat door verkiezing wordt toevertrouwd (gecoördineerde wetten op de Raad van State, art. 107 en 110);

- de functies van deskundige (in de zin van art. 2 van het koninklijk besluit van 9 maart 1953 betreffende de handel in slachtvlees en houdende reglementering van de keuring der hier te lande geslachte dieren) zijn onverenigbaar met de uitoefening van een mandaat van burgemeester, schepenen of gemeenteraadslid wanneer de benoeming van de gemeenteraad uitgaat.

3) De onverenigbaarheden gebonden aan bloed- of aanverwantschap.

De wil van de wetgever is de beheersing van een familie op een gemeenteraad te voorkomen, wat haar ertoe zou kunnen brengen om haar eigen belangen te bevorrechten ten nadele van die van de gemeente. De leden van de raad mogen dus geen bloed- of aanverwanten zijn tot en met de tweede graad, noch door de echt verbonden zijn of wettelijk samenwonen (art. L1125-3 Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie).

De graad van verwantschap (in de rechte of zijlinie) wordt bepaald volgens de regels van het Burgerlijk Wetboek (art. 735 en volgende).

Voorbeeld van de berekening van het familieverband A (zoon), B (vader), C (grootvader van vaderskant) : A en B, alsmede B en C zijn verwanten in de eerste graad (in de rechte linie) A en C zijn verwanten in de tweede graad.

Aanverwantschap wordt niet omschreven door het Burgerlijk Wetboek maar wordt ook beschouwd als de band die bestaat tussen elk van de echtgenoten en de verwanten van de echtgenoot (-genote). Daarentegen bestaat er geen aanverwantschap tussen de verwanten van elk van de echtgenoten. Paul en Pierre zijn de respectieve echtgenoten van twee zusters, Jacqueline en Suzanne. Paul en Pierre zijn geen aanverwanten hoewel ze in de omgangstaal als zwagers worden aangeduid. De onverenigbaarheid geldt evenwel ook voor beide personen aangezien de personen van wie de echtgenoten verwant zijn tot en met de tweede graad, gelijktijdig geen lid mogen zijn van de gemeenteraad overeenkomstig artikel L1125-3 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie.

Op te merken valt, dat de aanverwantschap geacht wordt op te houden bij overlijden van de persoon door wie zij tot stand is gekomen.

Wat betreft de gevolgen van deze onverenigbaarheid, heeft de afstand van één van de gekozen raadsleden als gevolg dat de andere van rechtswege lid wordt van de gemeenteraad.

Als geen dergelijke overeenstemming wordt bereikt tussen de betrokken personen bepaalt artikel 73 van de nieuwe gemeentewet een volgorde van voorkeur :

- als het gaat om twee gewone raadsleden, wordt de voorkeur bepaald door de grootte van de quotiënten op grond waarvan de door die kandidaten verkregen zetels aan hun lijst zijn toegekend;

- als het gaat om een gewoon raadslid en een opvolger, geldt het verbod om zitting te nemen alleen voor de opvolger, tenzij de plaats waarvoor hij in aanmerking komt, opgevallen is vóór de verkiezing van zijn bloedverwant, aanverwant of echtgenoot.

3. Eedaflegging van de gemeenteraadsleden.

Overeenkomstig artikel L1126-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie leggen de gemeenteraadsleden, de vertrouwenspersonen bedoeld in artikel L1122-8, de leden van het gemeentecollege vóór hun ambtsaanvaarding de volgende eed af : "Ik zweer getrouwheid aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgische volk." De eed wordt uitsluitend afgelegd in het Frans of het Duits, naargelang de gemeente gelegen is in het Franse of het Duitse taalgebied.

Deze eed wordt afgelegd in openbare vergadering. De gemeenteraadsleden leggen de eed af in handen van de voorzitter van de raad.

III. RANGORDE VAN DE RAADSLEDEN.

1. Principes.

Artikel L1123-10, tweede lid, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, waarbij bepaald wordt dat deze wordt vastgesteld naargelang van de dienstouderdom van de gemeenteraadsleden, te rekenen van de dag van hun ambtsaanvaarding en, bij gelijke dienstouderdom, naargelang van het aantal verkregen stemmen, wordt opgeheven op 8 oktober 2006. Het nieuwe artikel L1122-18 dat in werking treedt op dezelfde datum verwijst naar het huishoudelijk reglement voor de vaststelling van de voorwaarden voor het opmaken van die tabel.

De gemeentelijke autonomie is de regel. Het is evenwel gepast om de dwingende regel die tot nu in werking was te illustreren om te helpen bij het vergelijkend opstellen van autonome regels.

In voorkomend geval zal deze ranglijst herzien worden wanneer de Raad van State een arrest velt, na een niet schorsend beroep, waarbij de zetelverdeling tussen de lijsten of de volgorde van de verkozenen gewijzigd wordt.

2. Dienstouderdom.

De herverkozen uittredende gemeenteraadsleden komen vooraan op de ranglijst naargelang van hun dienstouderdom en, bij gelijke dienstouderdom, op basis van het aantal verkregen stemmen tijdens de recentste verkiezing.

Alleen de ononderbroken diensten als zetelend gemeenteraadslid mogen in aanmerking genomen worden om de dienstouderdom te bepalen; elke onderbreking brengt het definitieve verlies mee van de verkregen dienstouderdom.

De gemeenteraadsleden die geen lid waren van de uittredende raad kunnen op geen enkele dienstouderdom aanspraak maken en zij bevinden zich dus onderaan op de ranglijst; zij worden gerangschikt volgens het aantal verkregen stemmen bij de laatste verkiezing.

3. Aantal bekomen stemmen.

Onder het aantal bekomen stemmen moet worden verstaan het aantal stemmen dat individueel toegekend is aan elke kandidaat nadat hem de lijststemmen volgens de orde van de voordracht werden toegekend overeenkomstig de artikelen L4145-11 tot L4145-14 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

Wanneer twee raadsleden met gelijke dienstouderdom hetzelfde aantal stemmen hebben bekomen, dan wordt de rangorde geregeld volgens de volgorde die ze innemen op de lijst als zij op de dezelfde lijst zijn verkozen, en op basis van de leeftijd als zij verkozen zijn op verschillende lijsten; in dit laatste geval wordt voorrang verleend aan de oudste.

4. Bijzonder geval.

Wanneer het aantal kandidaten van een lijst gelijk is aan het aantal zetels dat aan de lijst toekomt, dan zijn al die kandidaten verkozen - (artikel L4145-11, 3°, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie) zonder dat het gemeentelijk bureau moet overgaan tot de individuele toekenning van de lijststemmen.

Daartoe moet in de gemeenteraad evenwel worden overgegaan, aangezien het aantal stemmen die deze kandidaten hebben verkregen, invloed heeft op de bepaling van de rangorde.

Bij voorbeeld : 13 zetels zijn te begeven binnen een gemeenteraad en er werden 7 kandidaten voorgedragen op een lijst waaraan 7 zetels zijn toegekend.

De overdracht gebeurt als volgt :

a) Bepaling van het aantal te verdelen lijststemmen onder de verkozenen van de lijst.

De devolutieve werking van de lijststem wordt met de helft verminderd. Het aantal lijststemmen wordt dan ook vastgesteld door het product van de vermenigvuldiging van het aantal stembrieven dat uitsluitend bovenaan de lijst is ingevuld - en dus ten gunste van de orde van voordracht is uitgebracht -, met het aantal door deze lijst bekomen zetels, te delen door twee (7 in het voorbeeld).

Bij dit voorbeeld wordt verondersteld dat er 122 stemmen zijn uitgebracht ten gunste van de orde van voordracht, zodat het aantal individueel toe te kennen lijststemmen aan de verkozenen van de lijst : $(122 \times 7) = 427$

b) Bepaling van het verkiesbaarheidscijfer dat specifiek is voor de lijst.

Dit verkiesbaarheidscijfer wordt verkregen door het product van de vermenigvuldiging van het kiescijfer van de lijst zoals het bepaald is in artikel L4145-3, § 1, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie, met het aantal zetels dat aan de lijst toegekend is, te delen door het aantal zetels dat toekomt aan die lijst, vermeerderd met een eenheid.

Bij dit voorbeeld wordt verondersteld dat men naast 122 biljetten bovenaan de lijst ingevuld, 702 geldige biljetten telt met één of meer voorkeurstemmen, dus in totaal 824 geldige biljetten waarop gestemd is voor de lijst; 824 is het kiescijfer van de lijst.

Het verkiesbaarheidscijfer dat specifiek is voor de lijst is dus $(824 \times 7) / (7+1) = 5.768/8 = 721$.

Indien de uitkomst van deze deling decimalen bevat, dan dient het cijfer afgerond te worden tot de hogere eenheid, ongeacht het feit of zij al dan niet 0,50 bereiken.

c) Individuele toekenning aan de verkozenen van de lijststemmen die ten gunste van de orde van voordracht zijn uitgebracht.

Deze toekenning gebeurt op devolutive wijze in de orde van de voordracht.

Van de helft van de lijststemmen (427) wordt er aan de naamstemmen, bekomen door de eerste kandidaat van de lijst, zoveel toegevoegd als nodig is om het verkiesbaarheidscijfer van de lijst (721) te bereiken. Indien er overschot is, wordt dit laatste op gelijkaardige wijze toegekend aan de tweede kandidaat en zo verder totdat de 427 lijststemmen zijn toegekend.

De overdracht gebeurt dus als volgt :

Kandidaten (of verkozenen) van de lijst	Naamstemmen	Aantal stemmen bij wijze van overdracht	Aantal bekomen stemmen
MARIE	475	246	721
PIERRE	269	181	450
JACQUES	19	0	19
SOPHIE	20	0	20
ELIANE	26	0	26
PATRICK	178	0	178
ERIC	48	0	48

De ranglijst wordt nadien opgesteld rekening houdend met de getallen in de laatste kolom.

IV. INSTALLATIE VAN DE SCHEPENEN.

1. Principes : de aanneming van een meerderheidspact.

Overeenkomstig artikel L1123-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie wordt (worden) het (de) pactontwerp(en) neergelegd in de handen van de gemeentesecretaris.

Het pactontwerp omvat de aanwijzing van de politieke fracties die erbij betrokken zijn, de identiteit van de burgemeester, de schepenen alsmede die van degene die gepolst wordt als voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn indien de wetgeving die op hem van toepassing is in zijn aanwezigheid binnen het gemeentecollege voorziet. Het draagt personen van verschillend geslacht uit.

Van rechtswege gekozen zijn de burgemeester, het raadslid met de Belgische nationaliteit dat de meeste voorkeurstemmen heeft verkregen op de lijst met de meeste stemmen onder de politieke fracties die betrokken zijn bij het meerderheidspact aangenomen overeenkomstig artikel L1123-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie. Bij staking van stemmen is de orde van de lijst doorslaggevend.

Indien het raadslid dat ertoe gebracht wordt het mandaat van burgemeester uit te oefenen of daarvan afziet of, onverminderd artikel L1123-4 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, als hij definitief moet ophouden met de uitoefening van deze functie, wordt van rechtswege tot burgemeester gekozen, het raadslid met de Belgische nationaliteit dat, na hem, binnen dezelfde politieke fractie, de meeste stemmen bij de laatste verkiezingen heeft verkregen enzovoorts.

Als alle raadsleden van de politieke fractie die partij is bij het meerderheidsakkoord en die de meeste voorkeurstemmen heeft verkregen bij de laatste verkiezingen, opgeven deze functie uit te oefenen, wordt tot burgemeester gekozen het raadslid dat de meeste voorkeurstemmen heeft verkregen in de politieke fractie, die partij is bij het meerderheidsakkoord en dat het tweede stemmental bij de laatste verkiezingen heeft verkregen.

Het raadslid dat ervan afziet de functie van burgemeester die hem toevertrouwd is, uit te oefenen of dat ervan afziet, nadat het die functie uitgeoefend heeft, mag geen lid zijn van het gemeentecollege tijdens de legislatuur.

Het pactontwerp wordt ondertekend door het geheel van de erin vernoemde personen en door de meerderheid van de leden van elke politieke fractie waaronder minstens één lid wordt voorgedragen om deel te nemen aan het college.

Wanneer een fractie alleen uit twee leden bestaat, wordt het pactontwerp door minstens één van beide ondertekend.

Het meerderheidspact wordt aangenomen bij meerderheid van de aanwezige leden van de raad uiterlijk binnen drie maanden na de geldigheidsdatum van de verkiezingen.

Indien geen meerderheidspact ingediend noch goedgekeurd is binnen drie maanden na de geldigverklaring van de verkiezingen, kan een Regeringscommissaris worden aangeduid. Hij handelt de lopende zaken rechtens het college af, dat deze opdracht krachtens artikel L1121-2 van het wetboek vervulde.

Het punt betreffende de aanneming van het meerderheidspact wordt geplaatst op de agenda van elke raad totdat het punt wordt goedgekeurd.

2. Verificatie van de onverenigbaarheidsredenen.

Luidens artikel L1125-2, 2° van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie kunnen geen lid zijn van het gemeentecollege, de personeelsleden en beambten der fiscale besturen, in de gemeenten die tot hun werk- of ambtsgebied behoren, behoudens door de Regering toegestane afwijking.

Deze fiscale besturen zijn die welke verantwoordelijk zijn voor de grondslag, de omslag en de invordering van de belastingen en heffingen, of voor het beheer van het Staatsdomein, d.w.z.

- de Algemene Administratie van de belastingen;
- de Administratie van de Bijzondere Belastingsinspectie;
- de Administratie der Directe Belastingen;
- de Administratie van de B.T.W., Registratie en Domeinen;
- de Administratie van het Kadaster;
- de Administratie der Douane en Accijnzen;
- de Hypotheekbewaring.

Het commentaar van artikel L1125-3 van het wetboek over de gemeenteraadsleden (zie blz. van deze omzendbrief) geldt ook voor de leden van het gemeentecollege.

Ten slotte moet worden nagegaan of geen overeenigbaarheid overeenkomstig het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie de installatie van degene die gepolst wordt als voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn in het college verhindert. Wat betreft deze laatste, worden de bij het Wetboek en de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn uitgevaardigde onverenigbaarheidsredenen bij elkaar opgeteld aangezien hij in beide plaatselijke entiteiten op geldige wijze moet beraadslagen.

3. Beëdiging

Na de aanneming van een meerderheidspact legt de kandidaat-burgemeester de eed af in handen van de voorzitter van de raad. Als de burgemeester wiens naam op de goedgekeurde meerderheidspact vermeld staat, de belaste burgemeester is, legt hij de eed af in handen van de eerste belaste schepen.

De schepenen leggen vóór hun ambtsaanvaarding de eed af in handen van de burgemeester.

De voor de schepenen voorziene beëdiging valt niet samen met welke die ze als raadslid afleggen. De eed van gemeenteraadslid dient afgelegd te worden op het ogenblik van de installatie als gemeenteraadslid; de eed van schepen kan slechts afgelegd worden na de verkiezing voor dit ambt.

V. KOMEN-WAASTEN.

Deze gemeente is onderworpen aan een bijzonder statuut voortvloeiend uit de zogenaamde pacificatiewet. Bijgevolg zijn de nieuwe principes die bij bovenvermeld decreet van 8 december 2005 in het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie ingevoerd zijn, hier niet van toepassing (rechtstreekse verkiezing van de burgemeester, uitbreiding van het college aan de voorzitter van de raad voor sociale actie, aanneming van een meerderheidspact).

Krachtens artikel 77bis, § 2, van de gemeentekieswet wordt de bevoegdheid van het provinciecollege, in geval van geschil met betrekking tot de verkiezing van de gemeenteraadsleden van Komen-Waasten, uitgeoefend door het college van provinciegouverneurs bedoeld in artikel 131bis van de provinciewet.

Het tweede lid van artikel 14 van de nieuwe gemeentewet voorziet erin dat, wanneer in Komen-Waasten, bij de installatie van de gemeenteraad na een algehele vernieuwing geen burgemeester is benoemd, de gemeenteraad een schepen of een gemeenteraadslid aanwijst om, in afwachting van die benoeming, het ambt van burgemeester waar te nemen.

Ongeacht of de uittredende burgemeester al of niet herkozen is tot gemeenteraadslid, moet een waarnemend burgemeester aangeduid worden, wanneer de burgemeester nog niet benoemd is of de eed nog niet heeft afgelegd.

In dat geval wordt eerst de eed afgenomen van de nieuwe raadsleden en de rechtstreeks verkozen schepenen in handen van diegene die de installatievergadering dient voor te zitten, daarna pas gaat de juist geïnstalleerde raad over tot de aanwijzing van een schepen of raadslid om het ambt van burgemeester waar te nemen totdat de nieuwe burgemeester als zodanig de eed heeft afgelegd. De oproeping tot de installatievergadering vermeldt dat ook de aanwijzing van een waarnemend burgemeester overeenkomstig artikel 14, tweede lid van de nieuwe gemeentewet, op de agenda staat.

Hoewel ze rechtstreekse verkozenen zijn leggen de schepenen van Komen-Waasten twee keer de eed af: de eed van raadslid wordt afgelegd bij de installatie van de betrokkene in deze hoedanigheid en de eedaflegging in de hoedanigheid van schepen gebeurt slechts na de installatie van de volledige gemeenteraad.

Bijkomende informatie en dringende mededelingen kunnen per fax gestuurd worden op het nummer 081-23 48 49 ter attentie van de permanente cel "Elections 2006".

Namen, 29 juni 2006.

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD